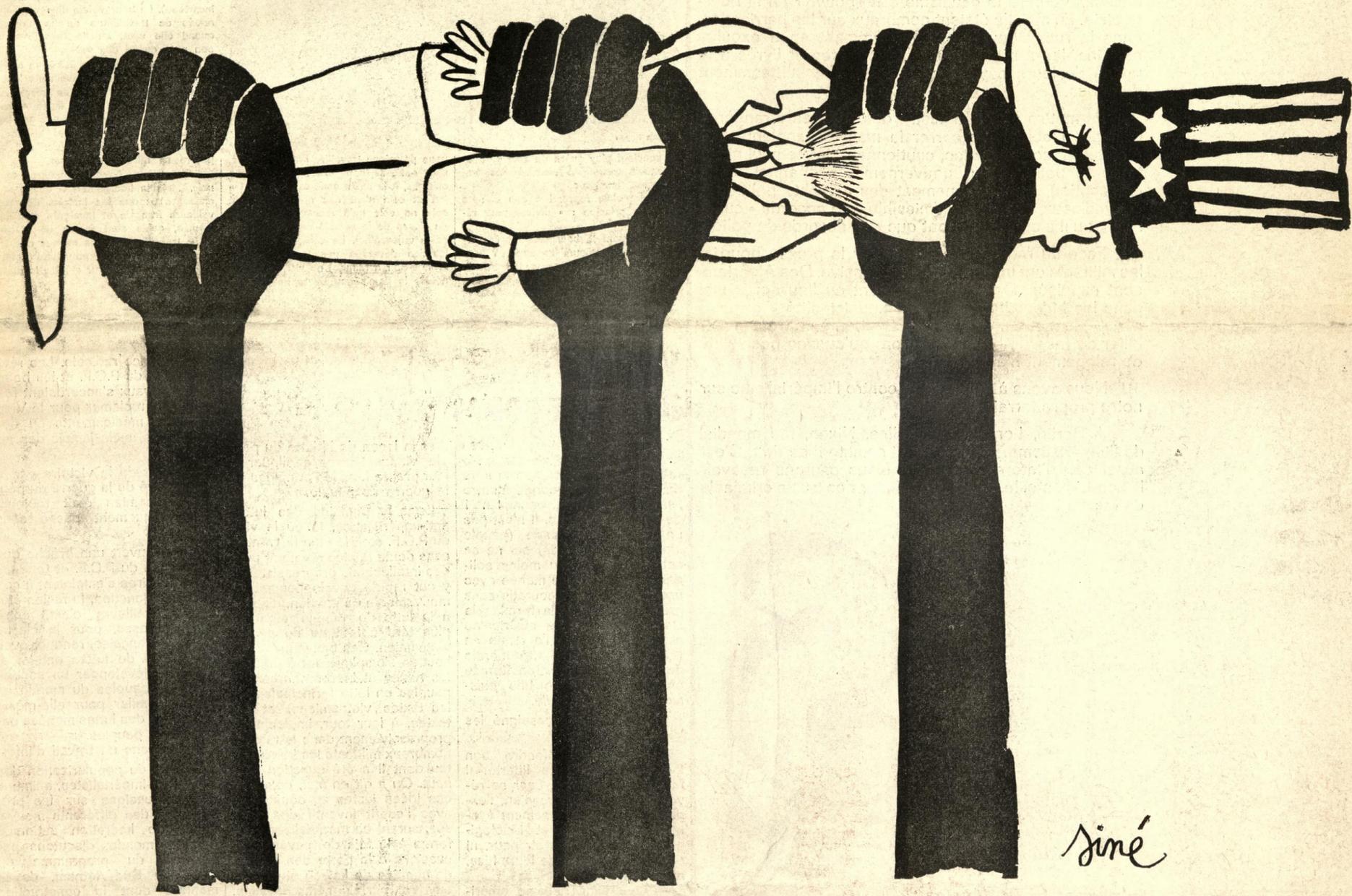


# ACTION

№ 39 • VENDREDI 21 FEVRIER 1969 • PRIX : 1 FRANC • REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION • ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5<sup>e</sup>, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

## NIXON DEHORS



**JOURNÉES ANTI-IMPERIALISTES**

**21-28 FEVRIER**

# Combattre sur tous les terrains

Les tâches anti-impérialistes du mouvement révolutionnaire ne sont pas des tâches surajoutées. Les révolutionnaires français sont solidaires de tous ceux qui, en Afrique Noire, en Asie du Sud-Est, en Afrique, et partout dans le monde, prennent les armes contre l'oppression.

Par toutes les formes concrètes qu'elle revêt, la lutte du peuple vietnamien est pour nous exemplaire. Elle a mis en échec la prétendue « rationalité » scientifique américaine là où elle est censée être la plus forte, dans le domaine militaire. Elle a démontré que la volonté de puissance bourgeoise, même armée de la technique scientifique, n'est rien face à la volonté de libération des masses, capables d'inventer des armes bien plus décisives que les gadgets militaires. Avec les débris des avions américains, les Vietnamiens fabriquent des ronéos, des bicyclettes. En mai les travailleurs de la C.S.F. ont fabriqué des talkies-walkies pour les manifestants. Aujourd'hui, des camarades cinéastes mettent à la disposition des travailleurs du C.A. Hachette un magnétoscope pour organiser un contre-journal télévisé. Même chose dans le XIII<sup>e</sup> et le V<sup>e</sup>.

La volonté de lutte des masses ouvrières et paysannes, leur capacité d'invention, d'organisation et de combativité, liées à la lutte des intellectuels révolutionnaires capables de détourner les techniques industrielles au profit des travailleurs en lutte nous donnera les moyens de destruction du capitalisme et de l'impérialisme.

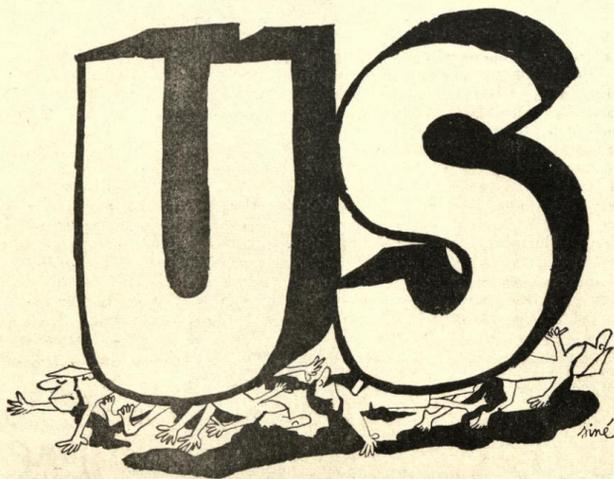
Les travailleurs immigrés sont dans notre pays les premières victimes de l'impérialisme, et en ce sens, ils sont les vrais internationalistes prolétariens. Ils ont souvent mené des luttes dans leur propre pays contre le colonialisme et en France nous nous sommes battus ensemble contre le gaullisme et le pouvoir de la bourgeoisie. En mai, ils étaient nombreux sur les barricades, dans la rue. Depuis, le Gouvernement en a expulsé certains, les a reconduits aux frontières et livrés à la police de leurs pays. Ils ont été très insuffisamment défendus.

Permettre que le ministre des Affaires étrangères français, Debré, aille serrer la main ensanglantée du dictateur fasciste Franco, cautionnant par ce seul geste toute la politique du gouvernement espagnol, l'état d'exception, l'emprisonnement des militants politiques et syndicaux, cela est inadmissible. Les accords « culturels » qu'il a signés ne sont que des accords de police.

Face au racisme entretenu par la presse pourrie, les militants ont une attitude trop passive. Des Algériens sont expulsés. Des ratonnades ont eu lieu après mai dans les bidonvilles. A Poissy (municipalité « communiste ») le maire a donné l'autorisation à un trust immobilier de raser le bidonville, alors qu'aucune possibilité de relogement n'était prévu.

Nous avons à nous battre contre l'impérialisme sur notre propre terrain.

A Berlin, Londres, Bruxelles, Nixon, flic mondial de l'impérialisme, sera accueilli comme il se doit. C'est aussi cela l'internationalisme. Nous saurons recevoir Nixon-la- peste, le commis voyageur des trusts criminels de guerre !



## Pourquoi le 21 février ?

**21 FEVRIER 1944** : Le F.T.P. Manouchian, un Arménien, et son groupe de 23 combattants antifascistes d'origine étrangère (hongroise, italienne, espagnole, roumaine et polonaise), qui ont tous rallié la résistance française dans sa lutte contre le nazisme, sont condamnés à mort comme « terroristes apatrides ».

Traditionnellement, le 21 février, les révolutionnaires français ont manifesté contre l'impérialisme.

**28 FEVRIER 1968** : L'impérialiste Nixon vient à Paris dans sa tournée des capitales européennes. En 1952, à la fin de la guerre de Corée, le passage à Paris du général U.S. Ridgway, surnommé Ridgway-la- peste, déclençait de puissantes manifestations de masses. Il y a quelques années, la venue du vice-président américain Humphrey provoquait des incidents.

Nous ferons du 28 février une grande journée anti-impérialiste.

# TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : Impérialisme intérieur

Depuis des années le Parti « Communiste » Français ne mène plus de luttes anti-impérialistes conséquentes ; empêtré dans l'humanisme petit bourgeois du mouvement de la paix, dénonçant la violence, il se perd dans les dédales de la coexistence pacifique avec l'impérialisme, tout comme le P.C. U.S., dont la collaboration de classe avec l'impérialisme US apparaît de plus en plus clairement après les événements d'août (invasion de la Tchécoslovaquie) et aujourd'hui avec la « crise » du Moyen-Orient.

Le P.C.F. a abandonné la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre la dictature de la bourgeoisie française ; les révisionnistes, depuis longtemps, ne

de tous les maux qui s'abattent aujourd'hui sur la « France », sur la classe ouvrière (s'il y a des chômeurs en France, c'est parce qu'il y a trop d'étrangers qui prennent la place des ouvriers français).

D'un autre côté la bourgeoisie affirme que si les salaires sont bas, c'est que parce que les immigrés se montrent peu exigeants ; ainsi les patrons font des affaires : une main-d'œuvre sous-payée et la possibilité de menacer, de licencier les travailleurs français dès qu'une lutte revendicative est menée dans l'usine.

En somme les travailleurs immigrés sont la proie de la classe ouvrière, dit la bourgeoisie : « S'ils n'étaient pas là,

française en divisant la classe ouvrière, en essayant de détourner sa juste colère en direction des immigrés.

2. Pourquoi des travailleurs immigrés ? Ce que la bourgeoisie ne dit pas, c'est que les travailleurs immigrés, tout comme la classe ouvrière, sont le produit du système d'exploitation capitaliste, de la division de la société en propriétaires et en esclaves salariés.

L'immigration dans les pays capitalistes est le produit du chômage dans les pays dominés par l'impérialisme. La politique de pillage systématique pratiquée par les impérialismes empêche tout développement d'une industrie nationale, elle signifie la ruine pour la majorité du peuple. Leurs terres rachetées à bas prix par des gros capitalistes d'Europe ou des U.S.A., les paysans quittent en masse les campagnes pour se retrouver par centaines de milliers dans les bidonvilles des zones industrielles, en chômage.

Le chômage, dans les pays dits « sous-développés », ce n'est pas un problème de surpopulation mais la conséquence directe de l'exploitation de ces pays par l'impérialisme.

Crevant de faim, ne pouvant trouver du travail, beaucoup de travailleurs gagnent les métropoles impérialistes avec l'aide d'ailleurs des impérialistes qui voient en eux une masse plus maniable que les travailleurs de leur propre pays.

C'est cette masse de manœuvres que la bourgeoisie surexploite, à qui elle confie les métiers les plus durs, les plus infâmes, les plus mal payés. Mais il faut que cette masse reste à tout prix docile : les travailleurs immigrés n'ont aucun droit politique. Quand ils arrivent en France l'administration leur fait le coup de la carte de travail : — « tu n'as pas de carte de travail, tu n'auras pas de carte de séjour ! » ; seuls des permis de travail temporaires sont accordés (supprimés à la première incartade). La bourgeoisie dispose d'une armée de travailleurs qu'elle emploie quand elle veut, qu'elle renvoie dans son pays quand elle veut.

En mai la bourgeoisie use d'un changement efficace ; soit les travailleurs immigrés jouent les briseurs de grève, reprennent le travail, soit ils se voient expulsés. Il y a quelque jours un travailleur italien se voit refusé le renouvellement de carte de séjour : il ne pourra se faire réembaucher.

3. Travailleurs français, immigrés, tous unis. Mais la bourgeoisie a oublié une chose, c'est que les intérêts des travailleurs français et immigrés sont les mêmes, qu'ils sont frères de classe, qu'ils travaillent sur les mêmes chaînes et apprennent à s'unir pour lutter contre l'ennemi commun, pour abattre la dictature des patrons.



Elie Kagan

se soucient plus guère du sort particulièrement détestable réservé aux travailleurs immigrés.

La bourgeoisie reprend à son compte ce vieux principe : « diviser pour régner ».

1. Comment la bourgeoisie présente-t-elle les travailleurs immigrés ?

La bourgeoisie présente les travailleurs étrangers comme les responsables

nous pourrions travailler entre Français, sans ennemis, sans chômage, sans bas salaires, à la limite sans exploitation ! »

Tout cela n'est que mensonge, tout cela ne sert qu'à masquer la réalité de classe de la société capitaliste française aujourd'hui. La campagne de calomnies déversée par la presse (de France-Soir à Minute) ne vise qu'à perpétuer la domination de la bourgeoisie

## VIETNAM : les avant-postes

Toutes ces dernières années la lutte du peuple vietnamien a été aux avant-postes de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme U.S., ennemi n° 1 de tous les peuples. Il n'est pas un peuple au monde (peuple américain y compris) qui ne se soit senti plus ou moins solidaire de cette lutte menée avec une énergie et un courage sans précédent, contre la formidable machine de guerre américaine et qui, finalement, l'a tenue en échec. Cette solidarité morale des peuples s'est transformée progressivement en une puissante force matérielle.

Que nous ont enseigné les Vietnamiens ?

— Que pour défendre son indépendance et sa liberté, il faut oser se battre, oser se révolter, contre l'oppression, l'exploitation, l'asservissement économique, politique et idéologique, qu'il ne faut avoir peur, ni des exploités, ni de leurs flics, ni de leur armée.

— Que l'impérialisme américain n'est pas invincible. Que le facteur déterminant n'est pas le potentiel technique mais la détermination politique d'un peuple tout entier prêt à lutter jusqu'au bout contre l'ennemi ; d'autre part que, à travers la guerre révolutionnaire un peuple donne le meilleur de lui-même, apprend à surmonter toutes les difficultés, à ne reculer devant aucun sacrifice et qu'un paysan vietnamien fait preuve de plus d'esprit inventif qu'un expert militaire américain (échec de toutes les stratégies employées par les U.S.A.)

— Que la guerre populaire est invincible, lorsque l'armée du peuple, indissolublement liée aux masses ouvrières et paysannes lutte pour elles et avec elles pour la construction d'une société nouvelle.

D'autres peuples de l'Asie du Sud-Est (en Thaïlande, au Laos, en Birmanie) des peuples d'Afrique et d'Amérique latine ont su

tirer la leçon de la lutte du peuple vietnamien et appliquer à leur propre lutte les principes de la guerre du peuple.

Dans le domaine des luttes anti-impérialistes, là où le vide du P.C.F. était le plus flagrant et sans doute le plus révoltant pour des intellectuels progressistes, il y eut rapide développement de mouvements de soutien, d'abord à la lutte du peuple algérien, plus tard à la lutte du peuple vietnamien. Ces mouvements de soutien s'employèrent à diffuser les textes et les brochures des peuples en lutte (principalement les textes vietnamiens) et ces textes, à leur tour, implantaient progressivement dans la tête de nombreux militants les idées justes dont il a été question plus haut. On a dit en mai, comment ces idées justes se conjuguant avec l'esprit inventif des masses, surent se matérialiser sous forme à la fois de pavés, discussions à la porte des usines, de comités de liaison étudiants-ouvriers, parfois même paysans.

Dans la classe ouvrière française, par contre, le poids de l'idéologie révisionniste du P.C.F. renforcé par les traditions de stricte discipline et de servilité à l'égard de la direction, commence à peine à s'alléger depuis mai. Si les travailleurs ont combattu à nos côtés en mai, débordant leurs bureaucraties syndicales, c'est beaucoup plus parce que leur conscience de classe les portait à se reconnaître dans la lutte violente des étudiants qu'en fonction de l'impact souvent très limité en dehors du secteur étudiant avant mai, de la propagande sur la lutte armée du peuple vietnamien.

De la « guerre du Vietnam » l'ouvrier français connaissait surtout avant mai le « martyr », les « souffrances » du peuple vietnamien. Entre ce qu'il voyait à la télé et ce que lui disait le bureaucrate local du « Mouvement de la Paix », il n'y avait pas

de différence radicale. Les révisionnistes du P.C.F. et les bourgeois libéraux s'accordaient fort bien pour réclamer pour le Vietnam des médicaments ou des bicyclettes, mais jamais des armes.

L'aspect de la victoire par la lutte armée de la guerre du peuple vietnamien était toujours systématiquement passé sous silence.

Mai a ouvert une brèche que la direction du P.C.F. et tous les réactionnaires s'emploient à colmater. La jonction, la fusion étudiants-travailleurs c'est, entre autres choses, pour la classe ouvrière française, renouer avec son passé de luttes anti-impérialistes, développer un soutien actif aux peuples du monde en lutte, assimiler pour elle-même les leçons des luttes menées par les autres peuples.

Organisons un travail d'information et de popularisation des luttes anti-impérialistes, animons des discussions sur les programmes des différents mouvements de libération nationale dans le monde, discutons par exemple du programme du F.N.L. du Sud-Vietnam, de la manière dont la construction d'une société nouvelle s'opère dans la destruction de l'ancienne, discutons du type de société qui doit se construire au Vietnam et par là même enrichissons notre expérience de l'expérience des autres peuples.

En menant ainsi le travail d'agitation il ne doit plus être possible que le passage du fan-tôche Ky à Paris ou le voyage d'un Debré à Madrid nous trouvent sans réaction, il ne doit plus être possible que nous ne manifestations pas en ces occasions la solidarité mutuelle et la communauté de luttes des peuples espagnols, vietnamiens et français contre leurs ennemis.

Depuis longtemps le P.C.F. n'organise plus, par des actions dures dans la rue la lutte contre l'impérialisme U.S. Le passage de Nixon-la-Peste à Paris, peut nous donner l'occasion de mener à nouveau des luttes anti-impérialistes conséquentes et efficaces.

# ESPAGNE: FRANQUISME SUR LA DEFENSIVE

## L'état d'exception : retour à la normale

1) LA DICTATURE MILITAIRE DU GENERAL FRANCO, FORME FASCISTE DE LA DICTATURE DE CLASSE DE L'OLIGARCHIE ESPAGNOLE ET DE SES PATRONS AMERICAINS.

En 1936, après la victoire du Front Populaire, l'oligarchie espagnole avait été écartée du pouvoir. Il s'y était installé, à sa place, une coalition de la petite et moyenne bourgeoisie, avec le prolétariat et la paysannerie pauvre comme forces d'appoint extérieures. L'oligarchie était, politiquement et économiquement, très faible. Faiblesse économique : l'Espagne, pays à développement capitaliste tardif et limité, presque sans colonies, dont une large partie des ressources naturelles, de l'énergie et même de la grande industrie étaient entre les mains des impérialistes étrangers (l'Angleterre, la France et l'Allemagne), de l'oligarchie financière et de gros propriétaires fonciers, à caractère parasite extrême et avec des liens de dépendance très forts à l'égard des puissances impérialistes. D'où sa faiblesse politique, mise en évidence lors des élections de février 1936.

Le rapprochement avec l'Axe fasciste, déjà commencé pendant la période 1934-1936 va s'accroître. Devant la montée du mouvement populaire de masse il est urgent de reprendre en main le pouvoir, pour l'écraser. Le contrôle qu'elle a toujours de la plus grande partie de l'appareil répressif de l'Etat (armée et garde civile surtout) va être insuffisant sans le soutien politique et économique et sans l'intervention militaire directe de l'Allemagne et de l'Italie. Le général Franco, depuis longtemps agent à la solde des services de renseignements allemands, dirige le soulèvement, qui débute par un demi-échec. Ça va être la guerre nationale-révolutionnaire du peuple espagnol contre le fascisme et l'intervention impérialiste des puissances de l'Axe (1936-1939). Pendant cette guerre, l'oligarchie espagnole et son chef politique et militaire, Franco, vont bénéficier aussi du soutien, plus ou moins actif, des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France du Front Populaire (dans l'ordre).

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis, devenus la tête de la réaction mondiale, dans le cadre de leur politique impérialiste en Europe occidentale, multiplient les « aides » et les accords secrets avec le régime franquiste, en préparant par là leur pénétration économique, politique et militaire en force, qui va être étalée au grand jour dès les accords de 1953.

Ces accords arrivent bien à point. Dès 1939, l'oligarchie espagnole, forte de son monopole politique et de l'écrasement du mouvement populaire, avait repris son processus d'accumulation et de concentration des capitaux, par l'exploitation la plus féroce de la classe ouvrière et de la paysannerie, par la ruine de larges secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine. Elle avait ainsi mis en place les structures correspondant au capitalisme monopoliste d'Etat. Mais ce développement autarcique avait des limites fort étroites. Le manque de toute possibilité de développement impérialiste, et même de marchés extérieurs, sauf pour quelques produits agricoles, entraînaient la stagnation économique la plus complète. Les conséquences politiques étaient des plus menaçantes : en 1951, et malgré la répression et le degré très faible d'organisation de la classe ouvrière, une grande vague de grèves avait secoué toute l'Espagne : à Barcelone, la grève avait été générale, avec de nombreux heurts armés. Il n'y avait d'autre issue pour l'oligarchie espagnole que celle de se transformer progressivement en l'appendice de la bourgeoisie impérialiste étrangère. L'impérialisme américain était le mieux placé, aussi bien politiquement qu'économiquement, pour effectuer ce sauvetage. Il s'y employa à fond.

Les accords de 1953 fournissaient à l'oligarchie une première « aide » économique « d'urgence », mais ils donnaient surtout aux impérialistes américains les garanties politiques et militaires dont ils avaient besoin pour leurs investissements futurs.

En 1956, nouveaux mouvements généralisés de grève, qui entraînent une hausse démagogique des salaires par le gouvernement, amenant une telle inflation que les Américains exigent des mesures radicales. C'est, en 1958, le « 1<sup>er</sup> Plan de stabilisation », qui entraîne la ruine de milliers de petites et moyennes entreprises, et le chômage pour des centaines de milliers d'ouvriers. C'est aussi le début de l'émigration en masse de travailleurs espagnols vers les pays de l'Europe occidentale.

La suite — ce que le gouvernement franquiste appelle « Plan de développement économique et social » — n'est que l'histoire de la pénétration économique accélérée de l'impérialisme yankee, qui contrôle les uns après les autres tous les secteurs clés et en fait des appendices et des filiales de ses monopoles ; en plus, il empêche le déve-

loppement de beaucoup d'autres, en inondant le marché espagnol avec ses produits. Ceci se fait d'autant plus aisément que les Américains se sont assurés l'hégémonie dans les finances par le contrôle ou l'achat de plusieurs des plus importantes banques. Il faut souligner aussi la politique criminelle que les impérialistes américains et leurs acolytes franquistes pratiquent à la campagne : par le monopole des réseaux de commercialisation, par l'importation massive des excédents agricoles américains, par le contrôle de la production de machines agricoles et d'engrais, ils ruinent systématiquement des milliers de petits et de moyens paysans, qui sont obligés d'émigrer vers les bidonvilles des zones industrielles, où ils remplacent la partie de l'armée de réserve qui part toutes les années vers l'Europe.

L'aspect militaire est encore plus soigné : en plus des bases et des forces d'occupation (15 000 hommes environ), ils contrôlent parfaitement les cadres de l'armée « nationale », lesquels font des voyages et des stages fréquents aux U.S.A. ; cette armée dépend absolument des Américains pour les armements, les munitions et même pour l'essence. L'intégration est encore plus poussée dans le cas des « forces spéciales », qui constituent l'essentiel de l'appareil répressif de l'Etat franquiste. Des manœuvres et des exercices tactiques communs ont lieu très souvent, avec la participation des troupes américaines stationnées en Allemagne ; c'est le cas de la très récente opération « Pathfinder Express II », qui a eu lieu en novembre dans la province d'Albacete. La caractéristique générale de ces opérations c'est d'être conçues comme se déroulant en riposte à une guerre populaire.

On peut donc désigner le régime fasciste espagnol à l'heure actuelle comme une « dictature yankee-franquiste ». Le plus grand exploitateur de la classe ouvrière espagnole, et l'ennemi principal du peuple espagnol est l'impérialisme américain. L'oligarchie espagnole est attachée à lui par des liens de dépendance économique, politique et militaire tout à fait indissolubles, qui ne font que se renforcer ; ils sont unis comme les doigts et la main ; la lutte contre l'un n'est que la lutte contre l'autre. L'Espagne est un pays dépendant et mi-colonial ; les révolutionnaires espagnols lèvent donc le drapeau de l'indépendance nationale, appellent la classe ouvrière et le peuple à la lutte contre l'impérialisme américain et ses commis espagnols, pour une démocratie populaire dirigée par la classe ouvrière, fondée sur l'alliance ouvriers-paysans et comprenant de larges couches de la petite bourgeoisie urbaine et même des secteurs patriotiques et démocratiques de la moyenne bourgeoisie.

A ceci s'oppose la ligne révisionniste de la clique Carrillo-Ibarri, dirigeants du P.C.E., laquelle, en suivant fidèlement la politique d'entente soviéto-américaine fondée sur le partage du monde en zones d'influence entre les impérialistes américains et les social-impérialistes « soviétiques », ne soufflent pas un mot sur la domination yankee en Espagne. Elle s'efforce de la dissimuler et de l'embellir en se bornant tout au plus, et par pure formule, à parler des bases, mais seulement en fonction du « danger de guerre » et de la « lutte pour le désarmement ». Une telle conception sert aussi à leurs fables sur l'oligarchie espagnole, divisée selon eux en deux blocs : l'un « libéral » et « tendance « démocratique » — les « évolutionnistes » du régime — l'autre « fasciste » et « ultra ». Il en découle, bien sûr, qu'il faut appuyer les uns contre les autres, tout en évitant soigneusement d'effrayer ses nouveaux « amis » par des violences ou des mobilisations trop spectaculaires, qui risqueraient de leur rappeler des mauvais souvenirs. Mais il nous faut parler pour cela du mouvement ouvrier espagnol.

### 2. — LE MOUVEMENT OUVRIER ESPAGNOL. LA LUTTE ENTRE LES DEUX LIGNES.

Après la guerre civile, le mouvement ouvrier espagnol a connu une répression féroce et systématique. En 1942, des mouvements de grève aux Asturies et au Pays Basque sont réprimés par des conseils de guerre, qui prononcent de très nombreuses condamnations à mort.

Vient ensuite le début de la tactique d'utilisation des plate-formes légales au sein de la C.N.S. (Confédération nationale des syndicats franquistes) : le premier résultat important en est la grève générale de Barcelone en 1951. A partir d'ici commence la période de formation de nouvelles organisations syndicales clandestines, liées à la lutte légale ou mi-légale au sein même de la C.N.S. et à la collaboration avec certains secteurs catholiques : O.S.O. (communistes) et d'autres. Elles ont leur rôle lors des grèves de 1956. En 1960, la ligne révisionniste s'impose définitivement dans la direction du P.C.E. : défaite de Vi-

cente Uribe au VI<sup>e</sup> Congrès, Carrillo secrétaire général, adoption de la politique dite « de réconciliation nationale ».

Pendant les années 1958-1960 surgissent, au niveau d'entreprise, les premières « Commissions ouvrières ». Le contexte : mesures de « stabilisation » (1958) et « Premier Plan de Développement », avec les premières « conventions collectives d'entreprise ». Collaboration de différentes tendances en vue des élections syndicales, des « conventions collectives » ou d'autres revendications économiques. Dans nombre d'endroits elles ont un caractère spontané ; la participation des communistes y est inégale.

Au printemps de 1962, les grandes grèves des Asturies, qui se prolongent jusqu'à 1963 et qui se répètent dans tout le pays. Le révisionnisme trahit le mouvement sur toute la ligne, et lance le mot d'ordre de « grève générale politique pour la grève nationale pacifique ». Au cours de ces mouvements, de nouvelles C.O. se constituent, et l'on commence à en parler de temps à autre dans la presse.

Devant le développement impétueux du mouvement ouvrier, des secteurs de l'oligarchie pro-américaine commencent la manœuvre « évolutionniste » : réunion de Munich, avec participation des monarchistes, démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates (il y avait aussi des « observateurs » révisionnistes) ; mesures de « libéralisation », etc. Les dirigeants du P.C.E. commencent un rap-

prochement de plus en plus poussé avec les secteurs « évolutionnistes ».

En automne 1964, les révisionnistes décident de porter leurs efforts sur les C.O., d'aller vers la création de C.O. de branche d'industrie, locales, de province, nationales... Ils mettent l'accent sur « l'imposition de la légalité de fait », sur les revendications purement économiques, en incluant tout au plus celles de la liberté syndicale et du droit de grève. Parution des premiers documents signés C.O., toujours inspirés par les révisionnistes, et début de la publicité sur les C.O. dans la presse bourgeoise étrangère. Des déviationnistes et des représentants de l'oligarchie se prononcent aussi pour la « démocratie », la « liberté » et le « droit de grève » (Ruiz Gimenez et Cie).

Pendant la période 1964-66, le mouvement des C.O. s'étend. Les révisionnistes réussissent à contrôler la plupart des C.O. de branche, locales et provinciales, qui sont, dans nombre de cas, leur création exclusive. Elles sortent document sur document qui ne sont que le reflet de la ligne de la clique Carrillo-Ibarri. Mais une fois cet objectif atteint, leurs leaders mis en place, ils ont tout intérêt à freiner le développement du mouvement ouvrier, y compris les C.O. mêmes, à émusser sa combativité. D'autant plus que leur collaboration avec des secteurs de l'oligarchie a fait le plus grand progrès. Les actions doivent être pacifiques et avoir un caractère « civique ». Il s'agit d'une part de centrer tous les efforts sur l'élaboration d'un contre-projet de loi syndicale, de l'autre de subordonner les C.O. aux commissions « civiques » qu'ils viennent de créer. D'où un tournant tactique, que l'on peut placer approximativement au début de 1967. L'effet de propagande de l'appareil bureaucratique mis en place. Cela était d'autant plus nécessaire qu'une période de crise économique aiguë venait de commencer. L'adoption d'une telle tactique par les révisionnistes, à un moment de montée du mouvement ouvrier de masse, a permis leur débordement à gauche par de multiples courants non prolétariens.

On voit donc que la tactique actuelle des révisionnistes, en coïncidant avec l'essor du mouvement de masse et avec l'intensification de la répression crée les conditions les plus favorables pour une offensive des militants révolutionnaires visant à renforcer le côté prolétarien des C.O. et à en balayer l'aspect réformiste et économiste. En fait, il s'agit de lever le drapeau des C.O. en leur conférant le caractère de noyaux pour la construction du syndicat de classe du prolétariat, syndicat de lutte conséquente et jusqu'au bout contre l'exploitation par l'impérialisme américain et par l'oligarchie espagnole. Cette offensive est d'autant plus nécessaire de liquidation où les révisionnistes ont déjà réussi à les amener, groupent un grand nombre de militants ouvriers et ont un assez grand prestige parmi les masses. Qu'elle puisse être menée avec succès, cela est prouvé par l'expérience des militants révolutionnaires à Madrid, au cours des derniers mois, dans leur travail au sein des C.O. de quartier. Dans cette ville, de violentes manifestations de jeunes ouvriers prennent au dépourvu les forces de police, se déborent à leurs coups et passent à l'attaque lorsque le rapport de force leur est favorable. Elles s'attaquent aussi aux grandes banques et aux firmes américaines, en scandant les mots d'ordre révolutionnaires : « Démocratie populaire » et « Les Yankees hors de l'Espagne », en protestant contre les con-

ditions de vie des masses et en faisant de l'agitation pour un syndicat de classe.

Les actions ouvrières pendant les derniers mois, y compris depuis la proclamation de l'état d'exception, ont lieu surtout dans les endroits où l'implantation des militants révolutionnaires est plus grande, comme Madrid, au Pays Basque et dans les villes industrielles autour de Barcelone. Les révisionnistes assument parfaitement leur rôle démobilisateur et répressif à l'égard de la classe ouvrière ; un dernier échantillon en est la déclaration qu'ils ont sortie à propos des nouvelles mesures du gouvernement franquiste, où ils recommandent aux travailleurs qu'ils entreprennent bien des actions, mais... en se liant avec des éléments des forces armées et de l'Eglise.

### 3. — LA CONJONCTURE ACTUELLE ET LES MESURES D'EXCEPTION.

L'état d'exception répond au besoin, pour des masses qui échappent de plus en plus au contrôle révisionniste et qui adoptent des formes d'organisation plus clandestines, des modes d'actions plus violents et plus efficaces. Ceci dans le cadre de crises économiques, avec durcissement des conditions de vie des masses populaires, renforcement de l'exploitation, augmentation du chômage...

D'autre part, les problèmes posés par la relève du franquisme, c'est-à-dire le remplacement du chef de l'Etat, les formes politiques de cette relève, tout ceci entraîne un durcissement de la lutte parmi les différents clans politiques, une désorganisation du front au sein de la classe dominante.

Pour parer à cette éventualité, deux genres de mesures :

A) Contre l'ennemi principal, la classe ouvrière : occupation militaire des banlieues de Madrid et de Barcelone, renforcement de la persécution des militants révolutionnaires ou non soumis à la ligne révisionniste.

Dans la même ligne, des mesures analogues à l'égard des étudiants et des militants des mouvements nationalistes (l'état d'exception existait déjà au Pays Basque).

B) Contre les éléments dissidents parmi les troupes de l'oligarchie pro-

américaine elle-même ; une répression à l'amiable, qui consiste surtout en une mise hors-circuit, par déportation temporaire dans quelques villages. Comme ça, les Yankees et leurs hommes de confiance du moment ont tout loisir pour imposer la solution de leur choix au problème de la succession de Franco. La plus probable semble être une monarchie « à la grecque » avec le prétendant Juan Carlos, où le rôle principal serait tenu par l'amiral Carrero Blanco, actuel vice-président du gouvernement.

L'on remarque, dans le cadre précédent, le manque d'une place pour nos vieux amis les révisionnistes. Il n'en est rien : ils en ont une, et même très importante, celle de la seule organisation ouvrière tolérée, pour continuer à

jouer leur rôle répressif, démobilisateur et désorganisateur. Peut-être auraient-ils rempli leur rôle avec plus d'enthousiasme si la solution choisie par les Américains et l'oligarchie avait eu l'air un peu plus « démocratique ». Mais, sait-on jamais ? En tout état de cause, les Izvestia avaient bien publié, fin 1967, un article où l'on disait qu'une monarchie avec Juan Carlos serait la solution « la plus apte à assurer une relève pacifique au franquisme, ce qui est souhaité par tout le peuple espagnol ». Et le 28 janvier, quatre jours après la proclamation de l'état d'exception, arrivait à l'aéroport de Barcelone une « délégation culturelle et scientifique » soviétique. Les abîmes de la collaboration soviéto-américaine sont insupportables !

## A la botte des yankees

### I. — CARACTERISATION DE LA PENETRATION DE L'IMPERIALISME YANKEE EN ESPAGNE

En 1931, la faiblesse politique de la classe alors au pouvoir (l'oligarchie financière et des propriétaires fonciers) avait obligé celle-ci à céder devant la bourgeoisie moyenne alliée à des couches petites-bourgeoises : ce fut la II<sup>e</sup> République espagnole, proclamée le 14 avril. Dès lors, elle ne cessa d'intriguer contre cette République en resserrant pour cela les liens avec l'impérialisme étranger, notamment avec l'Axe fasciste. En 1934, l'oligarchie conquiert la majorité au Parlement, alliée, cette fois-ci, avec la bourgeoisie moyenne. Les méfaits de toutes sortes qu'elle commet pendant les « deux années noires » (1934-1936) : répression du soulèvement des Asturies, mesures antisociales, suppression de l'autonomie de la Catalogne et du Pays Basque, mirent contre elle la presque totalité du peuple espagnol. Ainsi les élections de février 1936 portèrent au pouvoir le Front Populaire, c'est-à-dire la petite bourgeoisie alliée avec une partie de la bourgeoisie moyenne et avec le prolétariat et la paysannerie pauvre, comme force d'appoint. L'oligarchie, qui conservait le contrôle de la plus grande partie de l'appareil répressif de l'Etat et dont la dépendance à l'égard de l'impérialisme allemand n'avait cessé de s'accroître, lança l'offensive du 18 juillet 1936.

Le chef de l'armée mercenaire soulevée, Franco, était de longue date un agent à la solde des services de renseignements hitlériens. La victoire dans la guerre civile 1936-1939 eût été tout à fait impossible pour eux, sans l'aide économique, politique et surtout militaire de l'Axe fasciste. Les autres puissances impérialistes, l'Angleterre et les Etats-Unis notamment, malgré les graves contradictions qui les opposaient aux pays de l'Axe, prêtèrent aussi de l'aide au régime franquiste aussi bien pendant la guerre civile qu'après ; ils avaient depuis longtemps de gros intérêts en Espagne et leurs liens avec certains secteurs de l'oligarchie espagnole étaient très étroits. Nous voyons donc, dès le début, le caractère antinational de la classe dominante espagnole, son extrême dépendance à l'égard de l'impérialisme étranger. Ce caractère des forces qui s'appellent elles-mêmes, par une extrême ironie, « nationales » s'est encore renforcé depuis lors, ne changeant que la puissance impérialiste dont elles se sont mises à la solde : nous parlons de l'impérialisme américain.

Au début des années 50, l'oligarchie était à bout de souffle : ses possibilités de développement autonome étaient épuisées, la crise économique et politique approchait ; pour aller de l'avant, pour continuer son processus d'accumulation et de concentration des capitaux, étant donné l'impossibilité pour elle d'un développement impérialiste, il lui fallait appeler à l'aide l'impérialisme étranger, ouvrir toutes grandes les portes à ses capitaux. L'impérialisme américain, qui n'avait cessé d'intensifier ses rapports avec le régime franquiste et avec la classe au pouvoir, vint prendre la place laissée par l'Allemagne de Hitler. L'oligarchie espagnole venait, une fois de plus, de faire la preuve de l'impossibilité pour elle de se maintenir au pouvoir et même de subsister en tant que classe sans se mettre sous la dépendance de l'impérialisme le plus fort.

En 1953, ce fut la signature des accords yankee-franquistes : les U.S.A. accordaient une certaine « aide » économique et militaire ; en échange le territoire espagnol leur était ouvert à l'occupation militaire ; toutes les facilités leur étaient accordées pour la pénétration économique, ils avaient le droit d'inspection sur toutes les affaires politiques, économiques et militaires ; enfin ils avaient aussi le droit formel d'intervenir par la force dans les affaires intérieures de l'Espagne « toutes les fois où la situation mettrait en danger les installations militaires et les intérêts américains ».

Ainsi débute un processus accéléré de transformation de l'Espagne en une semi-colonie américaine ; la situation économique devait être « assainie »

pour offrir toutes les garanties souhaitables aux capitaux qui se pressaient aux portes : en 1959 vint le « plan de stabilisation » qui provoqua la faillite de milliers de petites et moyennes entreprises et qui, en augmentant énormément le chômage, marqua le début de l'émigration en masse d'ouvriers espagnols vers les différents pays de l'Europe occidentale. Mais l'« arme de réserve » industrielle devait continuer à être alimentée, afin de permettre l'exploitation la plus avantageuse de la force de travail de la classe ouvrière espagnole. Ainsi une politique criminelle fut menée à la campagne, en provoquant la ruine de millions de petits et même de moyens paysans qui émigrent massivement vers les villes et les zones industrielles où ils sont entassés dans des bidonvilles. Les monopoles de distribution des produits agricoles, tout en imposant des prix très bas aux producteurs, font une véritable « Bourgeoisie compradore », des achats de très grandes quantités de surplus américains, qu'ils vendent dans le marché espagnol avec des bénéfices énormes. Les monopoles américains contrôlent actuellement tous les secteurs de pointe de l'industrie et une grande partie de la finance, des ressources naturelles et d'énergie, des circuits commerciaux espagnols. Leur mainmise sur l'appareil de l'Etat, l'administration et le personnel politique est éclatante (1).

En plus de leur occupation militaire, ils ont le contrôle de l'armée où ils ont leurs hommes de confiance et qu'ils ravitaillent en armement et en toutes sortes de matériel.

Nous allons maintenant fournir quelques données concrètes sur la pénétration économique, politique, militaire et culturelle de l'impérialisme yankee en Espagne.

### II. — PENETRATION ECONOMIQUE

Voici quelques données récentes : En 1965, les U.S.A. figurent en tête de la liste de pays auxquels l'Espagne importe des produits. A cette date, le déficit de la balance de paiements espagnols atteint le chiffre de 413 millions de dollars. Les importations en provenance des U.S.A. totalisent en 1965 les 527 millions de dollars. 48,7 % des investissements étrangers en Espagne est capital venu directement des U.S.A., sans compter les investissements indirects à travers la Suisse (deuxième pays) et la R.F.A. (troisième). La pénétration totale approximative de capital U.S.A. en Espagne peut se situer en 1965 à un chiffre de l'ordre des 296 millions de dollars. Les investissements U.S. en 1966 représentaient 34,31 % du total et, en 1967, étaient encore plus importants.

Selon la législation espagnole en 1959, les investisseurs étrangers en Espagne ont les avantages suivants :

1. Liberté absolue d'investissement sans discrimination et sans limitation, sauf dans certaines branches où il faut une « autorisation » préalable du gouvernement pour investir plus de 50 %.
  2. Liberté de choisir la modalité d'investissement (crédits, brevets, en monnaie espagnole, en devises, indirecte, etc.)
  3. Liberté de reconversion des bénéfices obtenus ainsi que leur possibilité de transférence en devises, sans limitations.
  4. Liberté de désinvestissement des capitaux investis, ainsi que la possibilité de leur conversion en devises.
- Les accords de 1953 ont permis aux U.S.A. l'installation de bases militaires sur le sol espagnol. Il y a plus de trente bases aériennes et navales, rampes pour lancement de fusées et installations militaires auxiliaires, des dépôts stratégiques de bombes A et H et la plus importante base de sous-marins « Polaris » de l'Europe qui se trouve à Rota (Cadix). Voici la liste complète d'installations militaires.

(1) Il est un fait très connu, par exemple, la collaboration déjà très ancienne entre la C.I.A. et la criminelle B.P.S. espagnole.



La 65<sup>e</sup> Division de l'U.S.A.F., avec 15 000 hommes, et le Quartier Général de la 16<sup>e</sup> Force Aérienne des U.S.A. ont leur siège en Espagne.

L'Espagne appartient, en fait, à l'O.T.A.N. Dans les accords de 1953, il est prévu qu'en cas de guerre, les U.S.A. pourraient utiliser librement leurs bases. En plus, il faut signaler qu'il y a, entre les régimes de Franco et de Salazar un pacte militaire (Pacto Ibero) d'aide et de défense mutuelle en cas de guerre. Le Portugal appartient à l'O.T.A.N. et le secteur stratégique de l'O.T.A.N. que les Américains appellent Iberland a son quartier général à Lisbonne et, dans ce secteur stratégique, l'élément le plus important est la base de sous-marins « Polaris » de Rota (Cadix) en Espagne.

Il faut mentionner encore, sur le plan militaire, les Conseils consultatifs qu'ont régulièrement le Haut Commandement U.S. et l'Etat-Major franquiste. L'armement des armées espagnoles est d'origine américaine pour la plupart.

### III. — PENETRATION CULTURELLE

Tous les moyens sont bons pour la pénétration idéologique et culturelle, le cinéma, la TV, sont envahis de films qui servent la propagande U.S. Tout est mis en service pour montrer les « excellences » du mode de vie américain. Autres moyens de pénétration culturelle sont l'achat d'intellectuels et les milliers de bourses qui sont offertes aux étudiants espagnols pour aller visiter les U.S.A. Il y a même

deux journaux en anglais (au service de la colonie yankee) : Le « The Time of Spain » (Madrid) et « Majorca Daily Bulletin » (Iles Baléares).

### IV. — LA LUTTE DU PEUPLE ESPAGNOL CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Des nombreuses actions menées par le peuple espagnol témoignent de sa volonté de lutte face à l'impérialisme yankee. On se souvient encore de l'incident de la bombe H à Palomares et des manifestations qui eurent lieu à ce moment en Espagne. A l'université, dès 1966, commence une campagne de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien et son unique représentant le F.N.L. Les Comités d'Union Espagne-Vietnam sont créés et orga-

nisent plusieurs manifestations. En 1968 sont créés les Comités Anti-impérialistes de Base, organisation de masse qui travaille avec le S.D.E.E. (Syndicat Démocratique des Etudiants Espagnols) dans plusieurs universités. Le 22 novembre 1968, une journée anti-impérialiste est célébrée à Madrid et dans la plupart des universités espagnoles.

Malgré toutes ces luttes et beaucoup d'autres, que l'on pourrait citer, la résistance du peuple espagnol à l'impérialisme yankee est encore au stade embryonnaire, mais le peuple prend et prendra de plus en plus conscience malgré la trahison des révisionnistes du P.C.E. qui profitent de toutes les occasions pour embellir l'impérialisme

américain, comme le message de félicitations qu'ils ont adressé aux yankees après le vol de l'« Apollo 8 ». Les militants révolutionnaires poursuivent leur travail patient d'agitation et de propagande là-dessus. L'impérialisme yankee lui-même en menant de l'avant son oppression économique et militaire, en y installant son appareil militaire, fera le reste : où il y a oppression, il y a résistance.

Aujourd'hui, en Espagne, la classe au pouvoir est complètement dépendante et subordonnée aux impérialistes américains. Son rôle est celui d'une associée des monopoles U.S. dans l'exploitation forcée du peuple espagnol. Ce caractère ne fait que s'intensifier

et les contradictions qui peuvent apparaître entre les uns et les autres sont secondaires.

La politique économique, sociale, militaire et extérieure de l'oligarchie espagnole est tout entière au service de la bourgeoisie impérialiste américaine. Bien qu'on ne puisse parler du régime franquiste comme étant aujourd'hui un régime tout à fait fantôme, car à l'heure actuelle il se maintient grâce à son propre appareil répressif, il est évident que la lutte révolutionnaire contre lui mènera, à une plus ou moins courte échéance, à l'affrontement direct avec l'appareil militaire de l'impérialisme yankee à travers la guerre populaire.

# Mouvement étudiant : la ligne révolutionnaire

La perte de la guerre civile par les couches populaires amène à l'oligarchie au pouvoir à mettre sur pied à l'université le S.E.U. (Syndicat Espagnol Universitaire) comme l'organisation unique et obligatoire de tous les étudiants et qui a comme tâche principale le contrôle politique et idéologique des étudiants sous la direction de la Phalange. Le S.E.U. avait été créé peu avant la guerre civile avec l'objectif de lutter contre le mouvement démocratique universitaire dirigé par la F.U.E. (Fédération Universitaire Espagnole), organisation de masses des étudiants pendant la II<sup>e</sup> République.

Le S.E.U. devient un instrument de répression idéologique et politique, les hommes de main de la Phalange employant les mêmes méthodes de terreur utilisées pendant la guerre. L'Université doit s'inspirer : « du sentiment catholique... et accorder son enseignement selon les normes du dogme et de la morale catholique ». « Les enseignements qui y sont donnés - doivent s'accorder aux idéaux de l'état national-sindicaliste » (lire fasciste). « Le recteur est nommé par le Ministère de l'Éducation Nationale et doit être un militant de la Phalange » (articles 3, 4, 34 et 40 de la Loi d'Orientation Universitaire de 1943).

Malgré la répression, il y a, entre 1943 et 1947 la réapparition de la F.U.E. Au début 1947 sont arrêtés et condamnés à des peines allant jusqu'à 6 ans de prison les membres du Comité National de la F.U.E. Vers 1953, une restructuration gouvernementale fait que le vaticaniste, financier et connu « évolutionniste » actuel M. Ruiz Gimenez, devient ministre de l'Éducation Nationale.

Les luttes étudiantes commencent, on cherche la démocratisation du S.E.U. S'ouvre une nouvelle période, celle de la création de syndicats libres d'étudiants.

En 1956 des élections universitaires qui ont lieu à Madrid sont déclarées nulles par le gouvernement ; les étudiants manifestent leur indignation et les bureaux du S.E.U. sont mis à sac. Quelques jours plus tard une bagarre entre étudiants et groupes de choc phalangistes fait un blessé par balles aux rangs de ces derniers. La Phalange rédige une liste de cent intellectuels en les menaçant à mort. Ces premières actions de masse amènent le pouvoir à la fermeture de l'Université dans toute l'Espagne et à l'arrestation de nombreux étudiants.

Les premiers groupes politiques naissent à l'Université : A.S.U. (Association Socialiste Universitaire), E.C.M. (Étudiants Communistes de Madrid), N.I.U. (Nouvelle Gauche Universitaire). A Barcelone est créé l'INTER (Comité Syndical Clandestin), organe démocratique de lutte contre le S.E.U. et le N.E.U. (Nova Esquerra Universitaria).

En 1957 à lieu à Barcelone la première assemblée libre d'étudiants qui se déclare en dehors du syndicat officiel. A la suite de cette première assemblée, trente étudiants sont emprisonnés, expulsés de l'Université et sont l'objet de lourdes amendes.

Le gouvernement déjà impuissant à contrôler l'Université essaie de sauver le S.E.U. en le « démocratisant » et en octobre 1958 une restructuration du S.E.U. qui vise à l'intégration du mouvement étudiant (création de conseils de cours, chambres de faculté, etc. est détourné de cet objectif par les étudiants qui vont utiliser ces plate-formes comme moyens d'agitation politique. A cette époque les doyens et les recteurs deviennent de véritables agents de la D.G.S. (Direction Générale de la Sûreté), l'équivalent de la D.S.T. en France.

Il y a une nette augmentation du niveau des luttes et les positions politiques du mouvement étudiant sont plus avancées : Il ne s'agit plus de « démocratiser » le S.E.U. mais de démontrer son efficacité, de le détruire en le remplaçant par des organisations de masses créées à la base. La répression s'accroît et un nouveau décret (1961) donne des pouvoirs extraordinaires aux recteurs et doyens (suspension de réunions et assemblées, exclusions de l'Université, sursis militaires révoqués).

En novembre 1961 est créé à Madrid la F.U.D.E. (Fédération Universitaire Démocratique Espagnole). Organisation de masse largement unitaire, à la base et dans l'action, elle se fixe des objectifs révolutionnaires : lutte contre le régime de l'oligarchie et ses nouveaux éléments : l'Opus Dei, lutte contre l'impérialisme yankee, lutte pour un régime vraiment démocratique et populaire, pour

l'autodétermination de la Catalogne, Euzkadi (Pays Basque) et la Galice, etc. Sa structure de direction est clandestine ce qui lui permet d'échapper aux coups de la répression. La F.U.D.E. devient l'avant-garde réelle du mouvement tout au long de la période de 1961 à 1964 et va diriger la lutte pour la création des nouvelles organisations de masses. Pendant la même période à Barcelone le Comité de Coordination Inter-Facultés (INTER) et le C.C.U. (Comité de Coordination des groupes politiques qui travaillent à l'Université) vont jouer le même rôle que la FUDE à Madrid. Le CCU fait une campagne universitaire sur les points suivants : 1) renversement de l'oligarchie et création d'un régime démocratique; 2) Liberté syndicale; 3) Amnistie pour les prisonniers politiques; 4) Liberté nationale pour la Catalogne; 5) Retrait des bases militaires yankees.

Mai 1962, la lutte de classes en Espagne connaît une période d'essor. La crise touche de nombreux secteurs de la population. Les mineurs des Asturies déclenchent des mouvements de grève d'une ampleur extraordinaire. Les étudiants se mobilisent en solidarité avec les grévistes. Les manifestations et grèves étudiantes touchent presque tous les districts universitaires. Dans ce printemps de 1962, la FUDE reconnaît que « la classe ouvrière a démontré être l'avant-garde de la lutte contre la dictature et qu'elle trouve l'appui de tout le peuple, en particulier des étudiants et intellectuels sous le mot d'ordre

### L'UNIVERSITE AVEC LE PEUPLE

La liaison ouvriers-étudiants en Espagne fait ses premiers pas.

Sous la direction de la FUDE a lieu à Madrid la deuxième assemblée libre d'étudiants qui proteste contre 1) la répression policière; 2) l'absence de représentativité du S.E.U.; 3) la création de l'Université de Navarre (l'Opus Dei qui dirige les ministères économiques dès 1958 réussit à créer son université autonome, destinée à la formation de cadres pour l'oligarchie). Des manifestations ont lieu à Madrid et à Barcelone aux cris de « mineurs oui, Opus non », « Asturies oui, Franco non ». De nombreux étudiants sont arrêtés et condamnés à des peines de un à trois ans de prison.

C'est dans ce printemps de 1962 que naissent à la base les premières commissions ouvrières comme résultat de l'organisation des mineurs dans leur lutte revendicative et politique. C'est une période très importante, l'objectif du mouvement ouvrier et étudiant est de consolider et d'amplifier au niveau national les organisations de masses existantes. L'oligarchie pour se maintenir au pouvoir cherche à cacher son vrai visage sous une « libéralisation » qui n'est sur le plan économique que la recherche d'une exploitation du peuple plus « rationnelle » : Premier plan de « développement » ce qui se traduit par une accentuation de la pénétration économique yankee. Des milliers de travailleurs espagnols doivent partir pour chercher du travail à l'étranger.

Le développement du mouvement étudiant dans tous les districts universitaires rend possible l'apparition en décembre 1963 d'un organe de coordination : la C.U.D.E. (Confédération Universitaire Démocratique d'Étudiants) représentant les districts de Barcelone, Galice, Seville, Valence, Pays Basque, Valladolid et Saragosse. Il y est décidé de réaliser des journées d'agitation (« journées de rénovation universitaire»). La première « Semaine de Rénovation universitaire » a lieu à Madrid et à Barcelone.

Dans cette dernière ville la plupart des facultés rejettent le S.E.U.; cette séparation du S.E.U. va faire tâche d'huile pendant les cours 1964-65.

En raison de la prohibition à Madrid d'une de ces « semaines de rénovation universitaire » se constitue la IV<sup>e</sup> assemblée libre d'étudiants qui approuve les cinq points qui constitueront la déclaration des principes du Syndicat Démocratique de Barcelone (créé en 1966). La répression s'accroît et des dizaines d'étudiants sont exclus de l'université ou emprisonnés ; en même temps et au moment où presque tous les districts universitaires se sont séparés du S.E.U. le gouvernement cherche à combiner la répression avec les réformes : les A.P.E. (associations professionnelles d'étudiants) voient le jour, mais même les étudiants réformistes les refusent et les A.P.E. meurent sans avoir réussi à s'implanter.

Les années 1965-66 et 1966-67 peuvent être caractérisées comme des périodes de création définitive et de consolidation de l'organisation de masses des étudiants : le S.D.E.E. (Syndicat Démocratique des Etudiants Espagnols).

Le 9 mars 1966 a lieu à Barcelone la réunion constitutive du S.D.E.U.B. (Syndicat Démocratique des Etudiants de Barcelone). Le S.D.E.U.B. est une conquête du mouvement étudiant en lutte pour la destruction de la domination de l'oligarchie à l'Université et dans l'ensemble du pays ; c'est aussi une organisation de masses pour la défense des intérêts professionnels des étudiants.

La répression s'abat sur les assistants à la réunion constitutive du S.D.E.U.B. ce qui entraîne un important mouvement de solidarité de la part des

La lutte entre deux lignes, la ligne réformiste et la ligne révolutionnaire, lutte qui était encore très masquée pendant la période précédente, devient très claire dès 1967. D'une part, les réformistes du mouvement : les étudiants du P.C.E. révisionniste, demandant l'ouverture du mouvement aux secteurs opusdeistes et vaticanistes et prônant une « réforme démocratique de l'Université » qui correspondrait à la stratégie politique d'ensemble des révisionnistes espagnols.

Face au « dialogue » et aux réformes bidon, la ligne révolutionnaire largement majoritaire et avant-garde réelle du mouvement dirige la lutte dans les organisations de masses déjà créées (F.U.D.E., S.D.E.) et développent de



étudiants des autres districts universitaires. Les dispositions et principes approuvés à Barcelone vont servir de base à la lutte pour la création d'organisations de masse similaires dans les autres universités du pays. Cette stratégie sera appliquée pendant le cours 1966-67. Un dernier essai du gouvernement pour gagner les étudiants réformistes est la création des A.E. (Associations d'étudiants) qui ne connaissent pas un meilleur sort que le S.E.U. et les A.P.E. précédentes.

Mais il faut une coordination nationale et les réunions de coordination et de préparation vont jouer ce rôle. Les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février à lieu à Valence la première réunion d'étudiants espagnols depuis la fin de la guerre. L'arrestation des délégués représentants de toutes les universités du pays, entraîne la grève de toutes les universités espagnoles en solidarité avec les camarades arrêtés. Les universités de Madrid et de Barcelone sont fermées par le gouvernement. La II<sup>e</sup> Réunion a lieu à Pampelune (Navarre) fin avril et début mars 1967. Le 26 avril dans une assemblée de 5 000 étudiants est constitué le S.D.E.U.M. (Syndicat Démocratique des Etudiants de Madrid) avec la présence de membres des Commissions ouvrières.

A la fin de l'année 1966-67 le S.D.E. a été créé à Barcelone, Bilbao, Madrid, San Sebastian et Valence, ce qui représente près de 62 000 étudiants. Des organisations de masse du même genre sont en cours de formation à Malaga, Oviedo, Salamanque, Saragosse et Seville qui groupent près de 28 000 étudiants. A Grenade, Murcia, Santiago et Valladolid (à l'exception de la Faculté de droit) qui représentent 15 000 étudiants, il y a les A.P.E. officielles. A Pampelune (4 000 étudiants) il y a une association autonome et il n'y a rien à La Laguna et Santander (3 000 étudiants).

nouvelles formes d'action pendant les années 1967-69. Le mouvement étudiant espagnol prend un caractère antioligarchique, anti-impérialiste et anticapitaliste.

L'année 1967-68 connaît d'importantes luttes dans toutes les universités du pays, qui entraînent l'arrestation de plusieurs centaines d'étudiants, la fermeture des universités de Madrid et Barcelone et la grève dans tous les autres districts universitaires. La répression s'accroît et sont créés à Madrid des corps spéciaux de « police universitaire » (redécouverts récemment en France par Faure et Marcellin). Après de violentes bagarres les étudiants de Madrid expulsent les fils de l'université.

Un fait nouveau et très important : ce sont les manifestations anti-impérialistes pour dénoncer la pénétration politique, économique et militaire de l'impérialisme U.S. en Espagne en solidarité avec l'héroïque lutte du peuple vietnamien. A Madrid le 23 et 28 octobre 1967 ont lieu d'importantes manifestations où les étudiants portant des pancartes anti-impérialistes montrant leur détermination à lutter contre l'impérialisme U.S. et son valet l'oligarchie espagnole ; de sévères affrontements ont lieu avec la police.

Il faut signaler encore les importantes manifestations de solidarité avec la lutte des étudiants et des ouvriers en France en mai 1968 contre leur gouvernement antipopulaire. Le 14 et le 29 mai ont lieu à Madrid de très importantes manifestations étudiantes avec affrontement au pavé contre les forces de répression. Le mercredi 29 le drapeau rouge est brandi à l'Université de Madrid. Comme à Paris, on dresse des barricades, on attaque les banques de l'oligarchie et des yankees : les commandos ouvriers-étudiants font leur apparition. Les étudiants de Madrid proclament la « Commune de l'Université de Madrid ».

Une nouvelle étape de la lutte vient d'être franchie, on est très loin des « réformes démocratiques de l'Université » cheval de bataille des révisionnistes locaux. Les étudiants savent déjà que le légalisme et le réformisme ouvrent les voies à la participation cherchée par le gouvernement (l'oligarchie yankee-franquiste vient de publier il y a quelques mois une « loi d'association » inspiré du modèle Faure). Un important mouvement de masses voit le jour et s'engage dans la voie révolutionnaire entraînant des milliers d'étudiants dans la lutte contre l'oligarchie yankee-franquiste et en affrontant les forces de répression avec de nouvelles formes d'action (propagande et auto-défense) : ce mouvement de masse a largement débordé le cadre du syndicat étudiant. Deux facteurs peuvent expliquer ce phénomène : Premièrement la trahison des révisionnistes du P.C.E. qui révalent à une organisation de tous les étudiants dans un syndicat de masse avec un contenu politique réformiste et syndicaliste étroit. Deuxièmement la crise du syndicalisme étudiant dans le monde, ce syndicalisme que les régimes réactionnaires voudraient utiliser comme allié fidèle de la politique de participation. Mais, le processus de crise du S.D.E. est très inégal d'une université à une autre et cela pour deux raisons principales : le rôle qui y jouent les révisionnistes et le degré de la lutte.

De nouvelles organisations de masses ont surgi à Barcelone et à Madrid entre 1968 et 1969. A Madrid les C.E. (Commissions d'étudiants) qui ont travaillé à l'intérieur des structures du S.D.E.U.M. A Barcelone deux organisations ont rempli le vide laissé par le S.D.E.U.B. : l'U.E.R. (Union des Etudiants Révolutionnaires) et les C.E.S. (Comités d'Étudiants Socialistes). Ces nouvelles organisations de masse ont travaillé dans les différentes facultés de l'université de Barcelone en créant des C.A. (Comités d'action) qui organisent les luttes et les actions. A ces organisations il faut ajouter les comités anti-impérialistes, comme l'Union Espagne-Vietnam, qui, à Madrid, ont réalisé un considérable travail de dénonciation de l'impérialisme yankee.

La ligne révolutionnaire se renforce avec :

1) Occupations des chaires de professeurs réactionnaires et « jugements critiques ». Expulsion des professeurs incompetents (quelques professeurs ont été ainsi expulsés des universités de Barcelone et de Madrid par les étudiants).

2) Nouvelles méthodes d'agitation et de propagande : affiches murales au style des « datzibao » chinois, où sont dénoncés l'oligarchie et l'impérialisme et toutes leurs formes d'oppression. Les affiches constituent un vrai journal pour les étudiants. Assemblées libres dans les wagons du métro de Madrid. Occupation des locaux des rectorats de Barcelone et de Madrid. Propagande dans les quartiers populaires et « meetings éclairs ».

3) Grève active avec occupation de locaux pendant les heures des cours pour y tenir des assemblées et réunions d'information.

4) Création de groupes d'autodéfense pour les manifs.

Tout cela en vue de :

a) Dénoncer aux larges masses étudiantes le contenu idéologique réactionnaire de l'enseignement qui leur est donné à l'université.

b) Assurer la liaison réelle avec la classe ouvrière.

c) Affronter les forces de répression et prendre l'initiative dans la lutte (pendant plusieurs années, le pacifisme prôné surtout par les révisionnistes du P.C.E. avait contribué à démobiler les masses étudiantes et à les exposer sans défense à la répression policière).

Les étudiants révolutionnaires espagnols ont cherché à renforcer la ligne révolutionnaire de masse. Plus d'un quart des étudiants de l'université de

Madrid ont participé aux luttes de ces derniers mois. La ligne révolutionnaire s'est imposée et c'est ainsi qu'on a vu les étudiants dénoncer politiquement les autorités « évolutionnistes » comme Villar Palassi (ministre de l'Éducation nationale : l'Edgar Faure local) ou le « liberalejo » Albaladejo, recteur de l'université de Barcelone, qui cherchait le « dialogue » avec les étudiants catalans, mais qui n'a pas hésité à présider une récente manifestation fasciste qui a eu lieu à Barcelone (comme substitut au « drapeau national », les étudiants avaient remplacé ce torchon, symbole de la réaction en Espagne, par le drapeau rouge), manifestation fasciste qui a réuni toute la crème du fascisme de cette ville (quelques centaines de « vieilles chemises » de la Phalange, des momies réactionnaires et, bien sûr, les « évolutionnistes »).

A Madrid, l'étudiant Enrique Ruano Casanova a été assassiné par la sinistre Brigade politique (police politique). Les étudiants de Madrid, répondant à ce crime, manifestèrent leur indignation en attaquant des locaux de journaux, en prenant à partie les forces de répression. Le jour de l'assassinat d'Enrique Ruano, le drapeau rouge flottait sur l'université de Madrid.

### 2. — LA LIAISON OUVRIERS-ETUDIANTS

La liaison entre les luttes étudiantes et ouvrières a toujours été un aspect fondamental du développement de la lutte populaire en Espagne contre l'oligarchie yankee-franquiste.

Déjà en 1962 les étudiants s'étaient mobilisés par solidarité avec l'héroïque lutte des mineurs des Asturies sur le mot d'ordre : « L'Université avec le peuple » et manifestant aux cris de « Mineurs oui, opus non », « Asturies oui, Franco non ». Les Commissions ouvrières nées de ces grèves de 1962 établissent des liens avec le mouvement étudiants. Ces liens vont se concrétiser par des actions communes ouvriers-étudiants.

Ainsi c'est un fait acquis que des représentants des C.O. assistent régulièrement aux assemblées d'étudiants en tant qu'observateurs et que les organisations de masse étudiantes lancent des mots d'ordre de mobilisation tous les 1<sup>er</sup> Mai, où les ouvriers et le peuple manifestent contre l'oligarchie ; les étudiants y participent massivement.

Mais la liaison entre le mouvement étudiant et ouvrier vient encore de se renforcer avec la naissance de nouvelles organisations de masse, telles les C.O.J. (Commissions Ouvrières de Jeunesse) et C.O.B. (Commissions Ouvrières de Quartier) qui, dans des villes comme Madrid, ont joué un rôle très important pendant les derniers mois : participation de milliers d'ouvriers à des « manifestations-éclair » dans de nombreux endroits de Madrid. Ce sont les « commandos étudiants-ouvriers » dont parlait la presse bourgeoise française et qui, selon « Le Monde », constituaient une « vraie nouveauté ». Avec un degré d'organisation très élevé et une discipline prolétarienne de fer, ces C.O.B. ont réussi à mettre en échec toute la police de Madrid.

Ces commandos attaquent les banques de l'oligarchie et des yankees, les journaux franquistes, et donnent des tracts à la population en tenant de courts meetings dans la rue. Sans oublier le considérable travail d'agitation politique dans les quartiers autour des problèmes locaux. Les C.O.B. représentent la ligne révolutionnaire, face aux « commissions civiles » lancées par les révisionnistes, et qui ont un caractère démobilitateur et contre-révolutionnaire.

Ainsi, ces Commissions ouvrières de quartier sont de véritables organisations de masse où ouvriers et étudiants luttent contre l'ennemi commun : l'oligarchie espagnole. Elles constituent dans certaines villes, et surtout à Madrid, la base du mouvement populaire espagnol.

### CAMARADES FRANÇAIS

Face à la Sainte Alliance de la réaction mondiale, nous avons besoin d'argent : Pour les victimes de la répression et pour ceux qui continuent la lutte. Adressez vos dons au

C.C.P. PARIS 7544-66 S.N.E.Sup.

avec la mention « SOLIDARITE ESPAGNE »

# La chasse gardée du colonialisme français

Depuis plusieurs années les étudiants révolutionnaires ont mené d'importantes batailles contre l'impérialisme U.S. ; mais ils ont presque complètement négligé la dénonciation des crimes de l'impérialisme français. Comme si, depuis la fin de la guerre d'Algérie et le mythe de la décolonisation gaulliste, l'impérialisme français avait cessé d'exploiter les peuples.

Pour être moins puissant l'impérialisme français n'en est pas moins aussi exploiteur et criminel que les autres : nous devons démasquer la politique « d'indépendance nationale » sous peine de soutenir un impérialisme parce qu'il n'est pas directement allié à l'impérialisme U.S. ; sans compter que l'unité avec les peuples colonisés est un des facteurs de la révolution en France et dans le monde.

Quelques faits : les prétendus « départements et territoires d'outre-mer » sont soumis à un régime de terreur policière, là aussi les référendums sont protégés par les CRS. En Guadeloupe, une grève pour 2 % d'augmentation a eu pour réponse une fusillade faisant 40 morts. De Gaulle condamne la guerre du Vietnam, les menées belligérantes d'Israël et envoie ses commandos de paras au Tchad.

Dans tous ces pays les luttes pour l'indépendance nationale sont déjà engagées. Les peuples néo-colonisés savent bien que la métropole n'est pas leur amie, pas plus que les révisionnistes et leurs officines locales (PCG, PCM, ...) qui s'opposent au mot d'ordre d'indépendance nationale et mettent en avant l'idée d'une « indépendance nationale dans le cadre de la République française » (Manifeste de Champigny) ! Mais ce soutien infâme se dévoile aussi dans les faits : le maire communiste de Pointe-à-Pitre est lui-même responsable des fusillades et de la répression de l'an dernier (traitant les ouvriers en grève et les membres du G.O.N.G. de « provocateurs »).

Ce qui, par contre, est totalement ignoré, c'est le néo-colonialisme français dans les pays dits de la zone franc (Afrique noire) et les pays où l'impérialisme français tente de supplanter l'impérialisme U.S. ou britannique (pays arabes, Biafra). Cela signifie le pillage des richesses (cf. le fer de la Mauritanie) la

dépendance économique et politique totale, l'intervention militaire si besoin est (Tchad). On ne sait pas qu'actuellement la politique « d'austérité » du gouvernement (faire payer la crise aux masses populaires) est encore plus durement appliquée au pays de la zone franc : exemple le Sénégal totalement privé cette année de budget d'investissements.

Les peuples dominés par l'impérialisme français sont saignés à blanc ; mais partout des mouvements populaires, le plus souvent embryonnaires, commencent à mener des luttes : aidons à leur développement en les popularisant largement !

## La carte du monde à l'usage des Etats-Unis

Nixon viendra dans quelques jours à Paris exercer le « droit des Etats-Unis à la direction spirituelle de la planète ». (L'expression n'est même pas de lui, mais de Robert Kennedy). C'est moralement qu'on dénonce le plus souvent en France les conséquences matérielles de cette « direction » dont on ne considère que les effets militaires. Or elle a aussi un fondement économique, fort révélateur de la nature du prétendu développement économique et technique qui n'est en fait que l'exploitation croissante par les U.S.A. de tous les pays du monde, dans lesquels de plus en plus, les pays développés exploitent les sous-développés.

Le passage au socialisme de vastes portions de l'Amérique Latine, de l'Afrique ou de l'Asie du Sud-Est priverait les Etats-Unis de minéraux et de produits agricoles dont ils ne peuvent pas se priver sous peine de voir s'effondrer leur niveau de vie. Les pays, où le Central Intelligence Agency (C.I.A.) maintient au prix de coups d'Etats successifs un gouvernement semi-fasciste, sont précisément ceux qui possèdent les gisements de matières premières les plus importants.

— pour la bauxite (minerai d'aluminium) ce sont la Guyane britannique, la Jamaïque, Surinam, le Brésil, la Guinée, le Ghana et l'Indonésie, la Yougoslavie, la Grèce, la Malaisie. Les chutes des gouvernements progressistes de Cheddy Sagan en Guyane britannique, Sukarno en Indonésie, N'kruma au Ghana, de même que les coups de force militaires en Grèce ou au Brésil ne sont pas sans liens avec cette réalité matérielle.

— pour le nickel, ce sont le Canada (dont les U.S.A. contrôlent à 60 % l'industrie), la Nouvelle Calédonie où le gouvernement français est en train d'aider une société à 60 % américaine à s'installer pour extraire le minerai en exploitant la main-d'œuvre de l'île, Cuba. (On ne comprend ainsi les menées anticasquistes bien alimentées financièrement par la C.I.A.) ; — pour le manganèse ce sont l'Inde, le Brésil, le Maroc, Cuba, le

Congo Keshasha, l'Egypte, le Mexique ; — pour le chrome, la Turquie, l'Afrique du Sud, la Rhodésie, les Philippines ;

— pour le tungstène, la Corée du Sud, le Portugal, la Bolivie, la Birmanie ;

— pour le cuivre, le Chili ; — pour l'étain, l'Indonésie, la Bolivie, la Malaisie.

Dans cette liste, on retrouve l'ensemble des pays contrôlés politiquement par les Etats-Unis, tous ceux où ils provoquent des coups d'Etat militaires. De Gaulle en fait d'ailleurs autant en Afrique.

Quant à Nixon, il nous prépare une réforme générale des monnaies dont on sait déjà qu'elle ne fera qu'accroître les inégalités de puissance financière entre les différents pays du monde et les possibilités d'exploitation du monde entier par le capitalisme américain. Les contradictions internes à la bourgeoisie française qui rendaient difficile une telle opération avant mai sont maintenant levées. Quand il s'agit de se défendre contre la révolution contre la fin de l'exploitation le capitalisme n'a plus de patrie : la bourgeoisie française veut continuer avant tout à exploiter les ouvriers français même si elle doit pour cela se vendre à l'impérialisme américain. Que nous soyons gouvernés par Pompidou, de Gaulle, Mendès-France ou Mitterand c'est la même chose. (Un récent article de Mendès-France dans le « Figaro » est là pour le prouver.)

Imiter les U.S.A., rechercher à avoir le même niveau de vie, c'est accepter d'être la courroie de transmission de l'impérialisme. C'est cela que fait la France en se développant ; c'est cela qu'on appelle la société de consommation de masse. Il vaudrait mieux dire société d'exploitation de masse !

## Israël : une bonne affaire pour l'impérialisme

La défiance à l'égard des travailleurs immigrés s'appuie tout naturellement sur le racisme qu'encourage ouvertement par leurs campagnes de calomnies un certain nombre de journaux bourgeois.

Mais ce racisme se nourrit indirectement à une autre source beaucoup moins évidente mais beaucoup plus dangereuse car se présentant comme inoffensive : le courant de sympathie pro-sioniste, pro-israélien est un des thèmes idéologiques principaux d'une très large fraction de la bourgeoisie française. Or, qui dit sympathie pour Israël dit également condamnation de la lutte du peuple palestinien que l'on désigne du terme volontairement méprisant de « terrorisme arabe ». Or, de la condamnation de la lutte de libération nationale menée par le peuple palestinien à la condamnation de tous les Arabes en tant que tels (« Allez, ce sont bien tous les mêmes », etc.), spécialement de ceux qui travaillent en France, il n'y a qu'un pas que certains ont pour leur part déjà franchi.

La vérité, c'est qu'il y avait un « problème juif » en Europe occidentale et orientale. Le problème, ce sont les classes possédantes qui l'ont elles-

mêmes créé au cours des siècles, en assignant aux Juifs des métiers que la morale chrétienne interdisait de pratiquer (usure), puis en se servant des Juifs comme de boucs émissaires et en détournant contre eux la colère des masses. Hitler a tellement perfectionné le système qu'il l'a rendu impraticable pour la bourgeoisie aujourd'hui. En créant Israël les impérialistes ont réalisé une double bonne affaire. Ils ont réglé leur problème juif (l'antisémitisme ne pouvant plus être utilisé, les Juifs, en tant que tels, n'avaient plus de fonction propre) et



ils ont d'autre part établi une solide base de pénétration au Moyen-Orient (d'abord anglaise, aujourd'hui américaine).

Evidemment, il fallait bien que quelqu'un paye les pots cassés de ces grandes manœuvres impérialistes : ce fut le peuple palestinien. Et là encore, on réalisait une double bonne affaire : d'abord les impérialistes se débarrassaient de leur « problème » aux moindres frais (1 million de réfugiés palestiniens), et ensuite c'était un bon moyen de museler le peuple palestinien connu par ses traditions révolutionnaires (soulèvement anti-britannique de 1936 : grève de six mois ; grève générale de 1947 ; assassinat en 1951 du roi Abdallah de Jordanie par un jeune Palestinien).

Les années 1950-1958 furent les années de la résistance individuelle, mais celle-ci ne doit pas être sous-estimée car c'est parce qu'elle se

produisit réellement, exprimant l'irréductibilité du peuple palestinien, que se créèrent en définitive les organisations qui devaient impulser la lutte libératrice. C'est d'abord la création en 1958 de l'organisation El Fath regroupant des militants d'horizons politiques très différents sur une base anti-impérialiste de révolution nationale ; elle va vivre pendant dix ans dans la clandestinité car les Etats arabes voisins ne lui permettaient pas de se manifester : beaucoup de militants ont connu la prison pour le seul fait d'avoir pris le fusil contre Israël.

En 1964, c'est la création de l'organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.) de Choukeiry, par la Ligue arabe, mais l'O.L.P. se trouve inféodé aux intérêts contradictoires des autres Etats arabes.

L'action de commando sur l'aéroport d'Athènes, il y a un mois, a mis en évidence la part importante que prend le Front Palestinien de Libération Populaire à la résistance palestinienne : le F.P.L.P. se réclame de la révolution socialiste, refuse de s'inféoder à quelque Etat arabe que ce soit et rejette toute compromission avec la bourgeoisie ; pour ses membres, la ligne de démarcation est claire : elle ne passe pas entre Juifs et Arabes, mais entre les masses du Moyen-Orient et l'impérialisme et ses valets locaux.

Aujourd'hui, le peuple palestinien est en lutte ouverte contre l'impérialisme. La situation est la même qu'avant la guerre des Six Jours, si ce n'est la présence de nouveaux venus impérialistes au Moyen-Orient : la France qui condamne Israël pour s'assurer de substantiels marchés pétroliers avec les régimes arabes ; et surtout l'U.R.S.S. Les dirigeants du P.C.U.S. les sociaux impérialistes soviétiques ont envoyé leur flotte en Méditerranée pour montrer à l'impérialisme américain qu'il n'est plus le seul gendarme international et qu'il faut compter avec lui. Les bourgeoisies nationales arabes appuyées par l'U.R.S.S. demandent le retrait des territoires occupés par Israël. Car depuis plusieurs années les intérêts de l'U.R.S.S. au Moyen-Orient sont grandissants (accords bilatéraux avec l'Egypte, la Syrie, l'Irak... dans les domaines les plus variés).

La guerre d'influence entre les deux impérialismes soviétique et américain au Moyen-Orient se combine aussi de la coalition à l'O.N.U. de ces deux bandits qui essaient de trouver sur le dos du peuple palestinien un accord « négocié » sur la crise du Moyen-Orient. Cet accord ne peut et ne pourra se faire que contre ses intérêts fondamentaux du peuple palestinien.

Au moment où le mythe de l'impérialisme U.S. comme impérialisme bon enfant, ami de la liberté et triomphant s'effondre lamentablement grâce à la lutte héroïque du peuple vietnamien, Israël apparaît chaque jour davantage comme le rassembleur des énergies impérialistes, comme le seul impérialiste pouvant avoir une allure populaire, comme un pôle d'attraction idéologique possible.

Par rapport à cela, il est important : — d'une part, de détruire toutes les illusions à propos d'Israël, expliquer sa nature impérialiste, expliquer inlassablement qu'antisémitisme n'est pas antisémitisme ;

— d'autre part, expliquer en quoi la guerre de libération nationale du peuple palestinien est une guerre juste ; populariser largement la lutte menée par les organisations palestiniennes et les autres peuples arabes (Algérie, par exemple). Telles sont aujourd'hui les tâches fondamentales du mouvement.

# Bolivie : la température de la répression

« Une révolution paraît proche en Bolivie. Mais ce serait un bain de sang, selon ce que me disent les amis. Il y a des « conseillers américains » partout et la misère est tellement effrayante que les traites sont bon marché... Un jeune me disait : « lorsque cela arrivera — et ce n'est pas loin — on n'épargnera même pas les uniformes des vendeurs de glaces... »

J'ai trouvé les étudiants de Cochabamba très affectés par la mort de nombreux camarades tués par les militaires. Ils se réorganisent et se préparent à de nouvelles luttes. Lorsque l'armée attaqua, le 24 septembre dernier, les « provocateurs » qui défendaient leur université à Cochabamba, université pourtant autonome — quatre étudiants furent tués. Pour protester contre cette répression sanglante, des manifestations furent organisées dans tout le pays et malheureusement, d'autres étudiants payèrent de leur vie cette solidarité avec leurs camarades de Cochabamba ; quatre morts à Tarija, trois à La Paz, deux à Oruro, un à Sucre... 14 victimes de la répression brutale ordonnée par le général Barrientos...

Un grand nombre de dirigeants universitaires furent envoyés dans les camps de concentration : ceux des régions froides à la jungle amazonienne, dans les marais, où ils sont victimes des fièvres, des insectes et des serpents : à Alto Madidi, une forteresse dans la jungle du Beni, isolée de toute civilisation, où à Ixiamas, petit bourg où existe un camp de concentration, également en pleine forêt vierge. Ceux des villes des régions chaudes furent envoyés à l'Altiplano, à Carangas, petit village sur une île, au milieu du lac de Poopo, à 4 000 mètres d'altitude.

Les étudiants de Cochabamba m'ont prié de vous faire parvenir des lettres de deux de leurs camarades, emprisonnés au Alto Madidi et à Ixiamas. Ils prient le comité français de mobiliser l'opinion publique internationale en faisant connaître la répression sauvage qui règne dans le pays. Ces étudiants m'ont dit que des télégrammes envoyés par les intellectuels français (Sartre, etc.), pourraient impressionner Barrientos qui est, paraît-il, très « émotif » (!) et qui est également harcelé de toutes parts, pour accorder une amnistie générale pour les prisonniers politiques.

A La Paz, dans la prison de San Pedro, se trouve le journaliste péruvien Julio Dagnino Pacheco, arrêté par Barrientos en avril de cette année. On m'a dit qu'on peut le visiter, mais que celui qui y va, a de suite des agents du DIC (police secrète bolivienne) à ses trousses et il paraît qu'aucun bolivien ne veut le risquer. Pour lui envoyer de l'argent ou des médicaments — dont il a très besoin — il y aurait une condition « particulière » : il faut partager la somme d'argent en deux parts : une pour les gardiens, l'autre pour le prisonnier !

Je voudrais encore vous parler de l'étudiante Loyola Guzman Lara, qui a essayé de se suicider en prison. On a pu la ranimer et il paraît qu'elle a retrouvé peu à peu un équilibre physique. Le gouvernement réclame, pour la libérer (en liberté conditionnelle naturellement) la somme de 4 000 F comme caution ! Je propose au comité français d'y réfléchir... avant qu'il ne soit trop tard.

# Communiqué de l'A.G. des C.A.

Le mouvement des CA prend en charge la défense matérielle et politique des deux camarades dont les suris ont été supprimés et qui ont refusé de partir.

Défendre et protéger ces camarades, c'est mener une campagne d'explication qui montrera que le mouvement ne se mobilise ni pour la défense d'un privilège de classe (suris accordé aux étudiants) ni par peur pour les étudiants d'aller à l'armée, mais contre la répression.

Au cours des prochains jours nous continuerons à développer le travail d'agitation et d'explication sur l'armée, en particulier à l'aide du tract manifeste rédigé en partie par les camarades restés à Paris.

Nous diffuserons et expliquerons les mots d'ordre tels que : « à bas les casernes-prisons et la discipline fasciste ».

« Créons des comités d'action de soldats ».

« Reprenons les glorieuses traditions des marins de la Mer noire et de l'occupation de la Ruhr ».

« Vive la solidarité active des ouvriers, des paysans, des étudiants et des soldats ».

Les CA s'efforcent de préparer dès aujourd'hui l'arrivée de Nixon en France. Préparer l'arrivée de Nixon c'est :

a) Se rendre compte qu'elle peut être l'occasion d'engager un travail prolongé dans la classe ouvrière trahie par le PCF qui ne se soucie plus de lutter contre l'impérialisme U.S., ceci sans toutefois mythifier sur les possibilités de gagner d'un seul coup d'énormes fractions d'ouvriers à cette campagne.

b) Mettre l'accent jusqu'à cette date sur la propagande anti-impérialiste : discussions dans les CA débouchant sur une propagande active vers l'extérieur. Quelques thèmes sont proposés à la discussion :

— Soutien mutuel et importance des luttes anti-impérialistes. La lutte du peuple vietnamien nous a aidés pour engager le combat, nous soutenons le peuple vietnamien par nos luttes. L'importance de la lutte contre l'impérialisme français.

— La solidarité militante entre travailleurs français et travailleurs

immigrés. Défense des travailleurs immigrés.

— Soutien à la lutte du peuple palestinien dans sa lutte contre l'impérialisme et le sionisme, Israël, plate-forme militaire de l'impérialisme U.S. ; le Moyen-Orient comme lieu privilégié de la collaboration soviéto-américaine.

Nota. — Avoir en tête que tous les thèmes de discussions et de propagande doivent être pratiquement axés sur la nécessaire mobilisation le jour de l'arrivée de Nixon.

c) Utiliser le 21 février comme journée privilégiée d'agitation et de propagande en mettant en particulier, à côté d'autres thèmes, l'accent sur le travail anti-impérialiste et sur toutes les initiatives susceptibles de nous faire progresser politiquement et pratiquement dans la préparation de la mobilisation pour le 28.

Le seul type d'organisation et de coordination des CA existant à l'échelon local est actuellement :

a) Pour Paris : le type d'organisation et de coordination qui a commencé à fonctionner autour des trois centres (Vincennes, Censier-Sorbonne, Nanterre) pendant la grève active :

Débats dans les CA étudiants, mise en relation des CA étudiants et des CA de quartiers ou usines, organisation à partir de ces centres de propagande et d'explication vers l'extérieur (gares, métros, marchés, usines, etc.). Ces brigades prenant l'habitude de travailler ensemble de manière permanente, doivent en même temps se former en groupe d'autodéfense. Ces groupes ont entre autres choses pour tâches de réfléchir et de commencer à résoudre les problèmes susceptibles d'assumer lors de notre prochaine descente dans la rue, l'organisation et la défense des masses.

b) Pour la province : des coordinations régionales des CA étudiants et des CA travailleurs du type de celles existant dans la région Sud-Est.

Un type de centralisation pouvant exister au niveau national est la centralisation des expériences, des explications des analyses et des idées issues de la pratique ainsi que l'échange permanent d'information.

Dans cette perspective la mise en place d'une agence de presse du mouvement et la réalisation périodique d'un journal, sont des tâches que le mouvement peut parfaitement commencer à prendre en charge.

Les CA sont en effet conscients que la presse qui, de toute façon, est toujours une arme entre les mains du pouvoir d'Etat est aujourd'hui mieux utilisée par la bourgeoisie qu'elle ne l'a été jusqu'ici. En conséquence, la circulation de l'information, la circulation des expériences sont deux choses extrêmement importantes pour le développement du mouvement. Sans prétendre pouvoir organiser de manière parfaite les circuits parallèles de l'information, le mouvement peut essayer de perfectionner les circuits artisanaux existants actuellement. Ainsi les militants devraient pouvoir avoir, à propos des actions menées par les CA, tant à Paris qu'en province, un autre son de cloche que celui rendu par la presse bourgeoise.

Cela est la condition absolument nécessaire pour qu'ils puissent éventuellement en rendre compte en les expliquant largement. Dans cette perspective toutes les initiatives locales ou émanant d'un petit groupe visant à organiser le déblocage de l'information, sont encouragées sans toutefois pouvoir être reprises entièrement à son compte par le mouvement.

15 ET 16 FEVRIER 1969

# abonnez-vous 100 numéros : 50 F

Bulletin d'abonnement à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5<sup>e</sup>)

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Paiement par chèque ou mandat-lettre rédigé à l'ordre de « ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5<sup>e</sup>)

# Soutenez Action

Bulletin à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5<sup>e</sup>)

Je verse ..... francs

NOM ..... Prénom .....

Paiement par chèque ou mandat-lettre rédigé à l'ordre de « ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5<sup>e</sup>)

UNE A.G. DE COMITES D'ACTION DE QUARTIER ET D'ENTREPRISES AURA LIEU EN MARS

Les thèmes traités lors de cette A.G. seront :

- Nature et rôle des C.A.
- La plate-forme politique par C.A.
- Les propositions de coordination et l'orientation du mouvement.

Les Comités d'Action doivent se mettre en rapport avec la Coordination pour en discuter.

# Contre intox : débat sur Action quotidien

Les luttes menées dans la ligne du mouvement de mai, ont donné naissance à toute une presse faite de tracts, de brochures, de bulletins, de journaux. Toute cette presse reste encore ou locale ou groupusculaire, et manifeste par son hétérogénéité l'inégal développement des luttes et la diversité de toutes leurs formes d'organisation ou d'ingérence.

On constate que :

— Cette presse ne parle que des actions militantes et non des autres événements politiques. Cela ne permet pas aux militants d'analyser en permanence les transformations de la situation politique. Jusqu'ici on a laissé à la presse bourgeoise le monopole de la description et de l'interprétation de tous les événements qui font la conjoncture politique (Debré en Espagne, déclarations de Pompidou, le cours de l'or, le chômage, l'accord sur l'emploi, etc.) et sur lesquels nous devons aussi intervenir.

— Alors qu'en mai la vie quotidienne s'est emparée de la politique, on est depuis revenu à la politique séparée, qui devient l'affaire de militants spécialisés, qui vivent en circuit fermé.

— La presse existante trop souvent se saisit des luttes pour leur appliquer une théorie déjà constituée des contradictions de la bourgeoisie et de la stratégie révolutionnaire. Tous les vieux modèles sont appelés à la rescousse pour éclairer l'action d'aujourd'hui, par les archivistes soigneux de Marx, Lénine, Mao et Cie. Cela paralyse toute élaboration d'une analyse qui s'appuierait sur le développement CONCRET des luttes. On se contente alors de raconter des luttes séparées ou de les relier seulement par des généralisations abstraites.

— Enfin les journaux interviennent sur leurs lecteurs pour les confirmer dans l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, et de leurs actions. Les militants et les spectateurs sympathisants se reconnaissent dans ce miroir qui ne tend qu'à développer leur autosatisfaction.

Cela renforce toutes les coupures géographiques, professionnelles et théoriques entre les différents groupes militants, entre militants et non-militants.

Donc il nous manque dans la presse gauchiste existante un journal qui :

— Serait un lieu de parole ouverte, une tribune, le support d'un débat qui mette en relation les luttes.

— Se saisirait de l'ensemble des événements politiques et de toute la politique qui organise la vie quotidienne.

— Permettrait d'analyser et de comprendre le développement de la situation et de l'action révolutionnaires à partir des luttes concrètes.

— Aurait pour rôle de développer les actions révolutionnaires et leurs relations au lieu d'en renforcer les images séparées.

« L'important n'est pas d'interpréter le monde mais de le transformer. » L'interprétation n'est pas dans le journal mais dans ce que les militants font avec ce que le journal leur donne : le journal n'est pas la solution miracle, le lieu de la résolution des divergences et des difficultés du « mouvement ». L'interprétation est le fait de la pratique.

De plus la presse gauchiste existante s'adresse aux seuls militants, à l'intérieur du mouvement. Ses textes et articles fournissent à propos des actions militantes une description et une analyse qui les ferment sur elles-mêmes. On reçoit des explications closes. En fait les journaux ou les groupes qui les font se donnent pour tâche de répondre aussi totalement que possible aux problèmes ouverts ou révélés par les actions qui ont lieu : ils se donnent ainsi le monopole du savoir politique et la propriété exclusive de l'explication.

A l'extérieur de ce que les mi-

littants appellent le « mouvement » il existe toute une série de gens militants ou non, en situation de crise, de début de lutte dans leur travail ou leur vie quotidienne : ils se posent des questions sur les actions étudiantes, et ouvrières, sur les événements politiques, sur leur propre rôle social, ils sont confrontés à des problèmes réels pour engager des luttes dans leur propre lieu de travail, ils sont isolés. Il manque un journal qui aille chercher ces questions, qui pose ces problèmes de façon ouverte : un lieu où les problèmes soient formulés et reliés, bref rendus manifestes dans leurs conditions concrètes et non pas fausement résolus dans l'abstraction théorique.

Ces critiques sur la presse existante et ces propositions sont à discuter. Des militants réunis à Censier le 18 février ont décidé d'entrer en contact avec différents CA pour voir si un tel journal répond à leurs besoins et si oui quelles sont les propositions qu'ils font sur son fonctionnement et comment ils se proposent d'y participer.

## Par où commencer ?

Une commission s'est réunie lors de l'AG des CA pour discuter de la création d'un « Action » quotidien avec des militants n'appartenant pas au comité de rédaction. La Commission a conclu

aux militants d'analyser en permanence la conjoncture politique, de se rendre compte des transformations de la situation politique qui peuvent permettre un impact accru de notre action. Cette conjoncture politique ne se compose pas seulement de l'action militante, mais aussi de nombreux événements politiques dont « Action » n'a pas rendu compte jusqu'à présent ou très peu. « Action » doit devenir le journal du matin des militants, en particulier des travailleurs.

Une telle conception d'« Action » implique évidemment un élargissement numérique assez considérable du comité de rédaction, en particulier à des non-étudiants qui peuvent trouver là l'occasion d'un travail militant. La rédaction de tels articles pourrait être aussi l'objet de commissions de grève active dans les facultés. Il faut prévoir une discussion périodique sur le contenu d'« Action », une fois par semaine ou tous les quinze jours, pour que l'analyse

— Si le journal doit permettre aux CA d'expliquer, de populariser leurs luttes, il ne doit pas être conçu comme les étudiants expliquant leurs luttes aux travailleurs comme le laisse croire en particulier l'affiche qui annonce l'« Action » quotidien. La part réservée respectivement aux luttes étudiantes et aux luttes ouvrières ou paysannes doit varier avec la conjoncture.

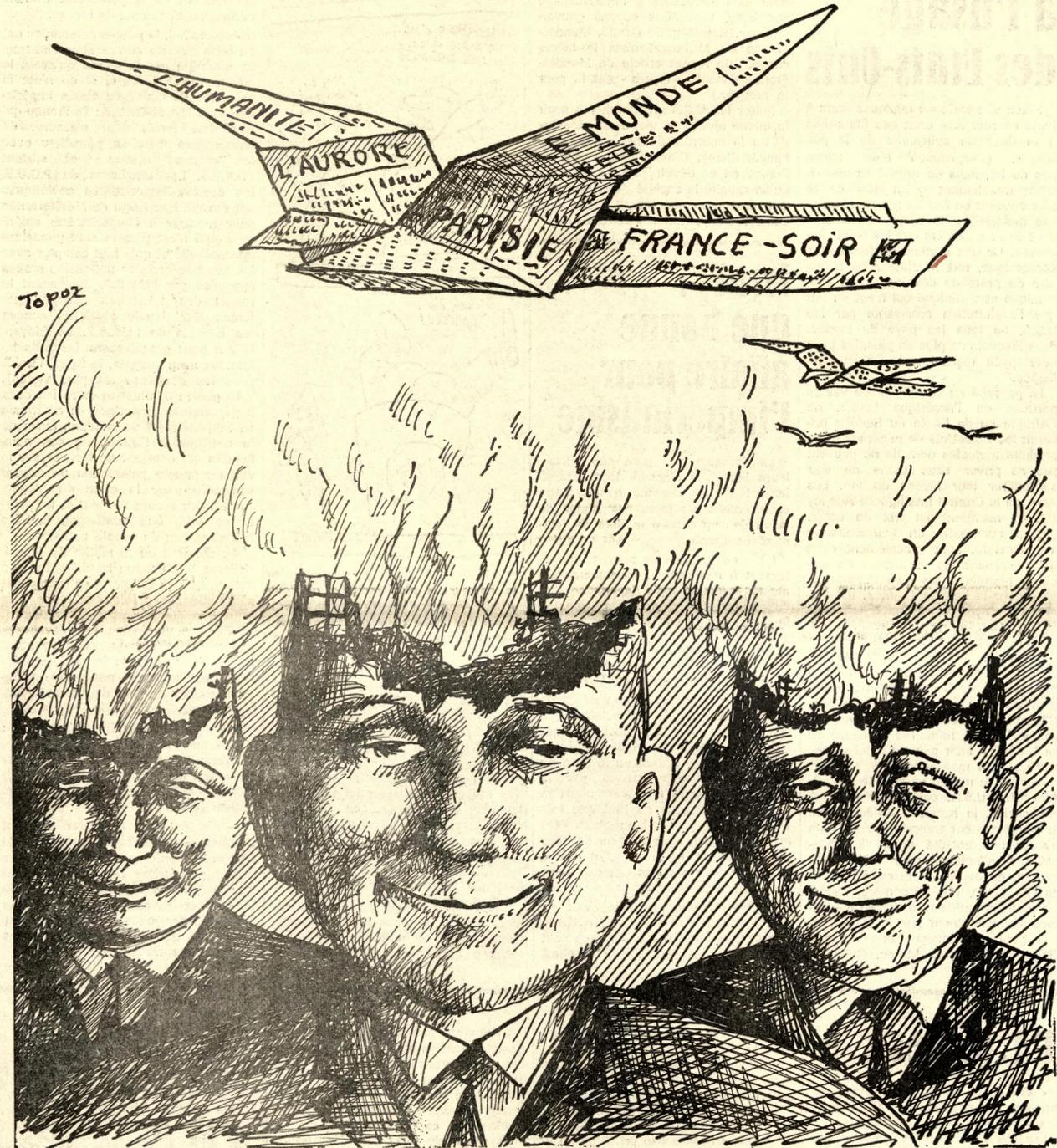
« Action » quotidien ne doit pas être confondu avec une feuille d'intervention, d'agitation allant expliquer une action des étudiants aux travailleurs. Il semble cependant que certains camarades devant les difficultés de réalisation d'un quotidien préfèrent qu'on s'en tienne à de telles feuilles d'intervention, estimant que la discussion sur « Action » quotidien n'est d'ailleurs intervenue qu'au moment de l'épreuve de force sur l'Université et qu'« Action » ne doit être qu'un soutien au moment de telles épreuves de force.

routine ne peut interpréter la situation, mettre en saillie les événements marquants pour les militants.

— Il faut dans la réalisation d'« Action » quotidien continuer d'éviter la division entre ceux qui pensent et écrivent, et ceux qui réalisent pratiquement d'autant plus qu'on sait bien que la réalisation, pour être adéquate à la pensée, ne peut en être séparée. Cependant « Action » quotidien devrait être distribué dans les librairies, dans tous les dépôts où il n'y a pas de monopole de Hachette. Ceci exige environ trente militants tous les matins à sept heures, avec des voitures.

— Cette diffusion ne pourrait être pour le moment assurée quotidiennement que dans la région parisienne; pour la province, à moins que les CA trouvent des moyens propres pour cette diffusion, l'ensemble des numéros d'une semaine leur serait envoyé en bloc.

L'ensemble des propositions faites ci-dessus demande à être développé pratiquement, pour que les militants intéressés se répartissent les tâches nécessaires au lancement du quotidien, organisent les relais de diffusion et de rédaction, récoltent l'argent nécessaire pour tenir un certain temps, etc.



La fonction du journal est d'aggraver la crise, d'en faire apparaître la multiplicité et la généralité, de faire état d'expériences militantes — non pour développer l'autosatisfaction et le mythe du « mouvement » — mais pour fournir des schémas ou des exemples d'offensive politique.

Comment traduire de façon pratique ces nécessités politiques ? Quel est le mode de fonctionnement d'un journal qui répondrait à ces besoins ? Un journal des comités d'action ? Cela suppose une unification déjà faite des CA, qui n'existe pas. Un journal fait par des groupes actifs : cela semble la solution dans l'état actuel des forces militantes. Un noyau de « journalistes révolutionnaires » — des militants ou des groupes venant apporter leurs articles — un groupe de militants qui serait la base active du journal et qui ferait un travail de liaison en allant dans les réunions de CA, et autres, en provoquant des discussions sur tous les lieux du travail et de la vie quotidienne, pour en faire les matériaux du journal.

que la réalisation d'un quotidien était une tâche politique urgente et de toute première importance, mais qu'elle exigeait des moyens considérables, en particulier une mobilisation massive des militants pour sa réussite.

### Une nécessité politique

Le mouvement a besoin d'une caisse de résonance, d'un instrument qui explique et popularise ses luttes. Les travailleurs, du fait de la campagne d'intox menée dans la presse bourgeoise ne comprennent, en effet, plus rien aux actions menées par les étudiants, même lorsqu'ils ont été très actifs en mai.

Les militants non-étudiants qui ont été complètement dispersés bien souvent par la reprise du travail ont besoin d'un instrument qui leur permette de situer en permanence où en est l'action révolutionnaire, pour pouvoir, le cas échéant, y participer plus activement; ils ont besoin de connaître certaines luttes exemplaires, mais aussi d'être tenus au courant d'échecs qui peuvent être instructifs pour leur propre action. « Action » devrait abandonner un certain triomphalisme pour donner plutôt des informations qui permettent une analyse politique des actions en question. Il est nécessaire qu'« Action » soit écrit autant que possible par les militants qui mènent eux-mêmes les luttes, pour que l'information soit la plus juste possible.

« ACTION » quotidien doit permettre

politique qui sera implicite à toutes les informations, de même que le style des articles, etc., puissent être réajustés aussi souvent que nécessaire.

Un journal popularisant l'ensemble des luttes militantes, ouvrières et étudiantes au même titre, et les insérant quotidiennement dans une analyse de la situation politique à travers d'autres informations manque à l'heure actuelle dans la presse du mouvement. Or, il n'est pas intéressant qu'« Action » qui n'est le journal d'aucun groupuscule soit amené à être perçu et à se situer comme tel parce qu'il intervient au même niveau que les journaux des groupuscules, avec les mêmes informations accomodées à une sauce idéologique un peu différente. C'est pourtant le cas de l'« Action » hebdomadaire ou bimensuel. Sans doute la discussion périodique des informations données par « Action » peut être le lieu de débats idéologiques nécessaires au mouvement; cependant la plupart des militants préfèrent interpréter eux-mêmes les informations, dont ils savent qu'elle est sous-entendue par une ligne politique; l'information est l'essentiel de ce qu'ils attendent d'un journal ou d'un tract d'ailleurs. « Action » doit être un support pour les CA, un soutien pour dégager une ligne politique, mais dans l'état actuel du mouvement, fait d'inégal développement et caractérisé par des rythmes extrêmement différents suivant les lieux, le journal ne doit pas définir prématurément cette ligne.

— L'équipe de rédaction serait rotative pour ne pas se composer de bureaucrates, de gens qui se borneront à recevoir les articles et à composer le journal sans avoir le temps de militer parce qu'ils le feraient tous les soirs. Tout militant écrivant un article, a intérêt à venir au marbre pour pouvoir le corriger à la demande des autres, veiller à la manière dont il est présenté, etc. Les comités d'action qui ont quelque chose à dire dans le journal doivent l'écrire et ne pas hésiter à envoyer un militant le faire imprimer. Il faut des militants nombreux pour recueillir les informations ouvrières et s'assurer qu'elles occupent dans le journal une place suffisante. Pour que l'appareil technique ne soit pas un écran qui fasse obstacle à la participation des militants les membres de l'actuel comité de rédaction formeront tous ceux qui voudront participer à la réalisation du journal même si leur nombre est supérieur à ce qui est techniquement nécessaire.

— Il serait utile que les militants des CA de fait que cela intéresse servent de relais avec les boîtes et les CA de quartiers. « Action » quotidien ne peut vivre que s'il est une préoccupation quotidienne dans l'ensemble des lieux militants, il ne peut être un instrument d'interprétation politique de la conjoncture que si de nombreux militants qui participent réellement aux luttes le rédigent et le réalisent. Un journal fait par des gens pour qui c'est une

## Nanterre : grève de la faim

La grève de la faim déclenchée à Nanterre par les enseignants d'éthno est le fait de personnes qui, jusqu'ici, travaillaient à la Faculté, sans participer à la « contestation ». Etant logés au premier étage du bâtiment C, dans lequel la sociologie occupe le troisième étage, ils furent les premières victimes de la chasse à l'homme du 31 janvier, et furent mis brutalement en face d'une répression qu'ils avaient jusqu'ici ignorée. Cette répression n'a pas commencé avec les huissiers du rectorat. Les enseignants ne se contentent pas de se taire; comme le dit le communiqué : ils ont décidé, le 26 mars dernier, la création d'une police intérieure dans la faculté, et les différentes mesures répressives qui sont prises à l'heure actuelle à l'échelle nationale. Il serait temps que d'autres se réveillent comme les enseignants d'éthno, dont nous publions ici le communiqué.

Depuis le 17 février, neuf étudiants, trois chargés de cours et un chercheur, membres de la section d'éthnologie de la faculté des lettres de Nanterre font la grève de la faim pour exiger le départ inconditionnel et définitif des huissiers de rectorat. Pourquoi cette exigence, et pourquoi ce mode d'action? Les événements du 31 janvier ont clairement montré que ces huissiers constituent une police dans la faculté. Depuis longtemps déjà, les patrons d'usines recrutent des polices intérieures, et en usent largement. Jusqu'ici, l'Université faisait plutôt figure d'exception, il lui manquait un efficace corps répressif de ce type.

Ce qui étonne, c'est que des professeurs aient donné leur caution à la constitution de cette police. Quant aux libéraux, ils se terrent, se taisent, et par leur silence, acceptent. En Espagne, au printemps 1968, les universitaires ont eu le courage de protester, et ont réussi à empêcher l'institution d'une police de faculté. Les conditions politiques ne leur étaient certainement pas plus favorables. A l'inverse, à Nanterre, professeurs et étudiants modérés justifient leur silence en invoquant l'action violente des étudiants. Prétendant refuser la violence sous toutes ses formes, ils en viennent à justifier tacitement la violence des huissiers de rectorat. De sa forme démocratique libérale, la faculté est ainsi passée à une forme hybride, contenant en germe des possibilités de réelle fascisation. Le gouvernement entend, de cette façon, sauver et réformer l'Université française, menacée depuis mai par les critiques que les étudiants font à la vie Université.

Depuis quelques mois, chaque action du mouvement étudiant a pour effet de resserrer un peu plus l'état de la répression. Il est devenu impossible de critiquer les maîtres ou les projets de réforme, sans être accusé de terrorisme.

Pris dans cette contradiction, nous avons décidé de la porter dans l'autre camp, en choisissant une forme d'action non violente, pour dire et faire savoir que la seule institution de la réforme qui fonctionne à Nanterre est un corps de police universitaire.

Notre action ne prétend pas remplacer ou contredire d'autres formes d'action contre cette police. Mais en exigeant ainsi son départ inconditionnel, nous faisons d'abord savoir qu'elle existe, que nous ne pouvons pas être indifférents à la démocratie des institutions dans lesquelles nous travaillons : celle-ci est moins l'objet de notre combat qu'une de ses conditions.

### LES GREVISTES DE LA FAIM.

(Les grévistes se tiennent le jour dans la salle de séminaire d'éthnologie, Bâtiment C, premier étage.)

# PARIS XIII: RÉNOVATION-DÉPORTATION

Il n'y a pas d'« action révolutionnaire » privilégiée (vis-à-vis des entreprises; de la classe ouvrière, politique, etc...); l'action s'impose là où les gens sont confrontés, plus ou moins directement au système capitaliste.

Un C.A. de quartier doit s'adapter à la situation locale et adopter une pratique qui permette un réel engagement de la population.

Nous allons essayer de montrer comment la question de « Rénovation du 13<sup>e</sup> » est une base de contact et d'action avec les habitants du quartier.

## MAIRIE ET UNIVERSITÉ POPULAIRE DU 13<sup>e</sup>

Tout projet de construction de quelque ampleur est soumis à enquête publique: c'est-à-dire que l'administration doit faire une exposition où chacun peut venir écrire sur un « Registre d'enquête » ses sentiments quant à la manière d'être bouffé. Cette exposition eut lieu à la Marie du 13<sup>e</sup>.

La critique de cette « enquête » fut faite à l'Université Populaire du 13<sup>e</sup>. Cette U.P. est assez particulière, elle fut animée dès juillet par des militants du C.A. 13. Tout d'abord, par des débats politiques et théoriques avec des ouvriers des entreprises du quartier. Dans une seconde période, l'U.P. devint un lieu de discussions d'ordre beaucoup plus général, ouvert à la population, permettant à chacun de s'exprimer. Enfin, dans un dernier temps, une partie de la réunion était réservée aux informations données par les militants aux autres participants, tandis que l'autre était à la discussion. Celle-ci tournant souvent au conflit idéologique, sans grand intérêt pour la plupart des présents.

La discussion fut donc ouverte sur le problème de la rénovation du quartier par une critique plus ou moins générale. A ce moment furent posées les bases d'une action à mener sur le quartier, non seulement par des militants des C.A. 13, mais également par des gens qui assistaient à l'Uni-Pop et qui s'engagèrent dans cette action.

Vers novembre 68 les problèmes se posèrent ainsi:

Le 13<sup>e</sup> est un quartier ouvrier: cette rénovation ne sera pas pour eux.

Voici CE 13<sup>e</sup> ACTUEL (selon une enquête démographique des services de la Préfecture):

- 22 % d'employés;
- 22 % d'ouvriers qualifiés;
- 19 % d'ouvriers spécialisés et manœuvres;
- 11 % de personnel de service et divers.
- 74 % au total;
- 24 % de cadres moyens, artisans et petits commerçants;
- 1 % industriels et gros commerçants.

Selon les critères officiels: 75 % des habitants du 13<sup>e</sup> ont droit à un HLM.

Le plan archaïque, tout en boîtes d'allumettes, montrait directement que les prix des logements nouveaux seraient inabordable pour les travailleurs.

QUE SERA LA RENOVATION selon la brochure officielle « Italie » de l'administration.

- Nombre de logements: Actuel: 12 286 cas; 2 000 conservés, 10 286 à détruire. Futur: 18 400, dont 16 400 à construire.
- Nombre d'habitants: Actuel: 27 000 cas; 3 000 conservés sur place. Futur: 60 000, dont 57 000 nouveaux.
- Nombre d'emplois: Actuel: commerce et bureaux, 5 000; Industrie et artisanat, 10 000. Futur: commerce et bureaux, 20 000; Industrie et artisanat, 200.

Quelques conclusions s'imposent: — Il y a donc de la place pour les 27 000 habitants actuels (majorité des travailleurs), mais on va faire venir 57 000 nouveaux habitants plus riches et « votant mieux »...

— On supprime quasi totalement les emplois industriels pour des emplois de bureaux. Toutefois, les 20 000 emplois ne sont pas sûrs. Le marché des bureaux est déjà saturé et le pouvoir promet des emplois de bureaux partout dans Paris.

— 3 000 habitants seront « conservés sur place ». Pour 24 000 c'est une véritable déportation.

— Les promoteurs privés à qui l'administration a livré le quartier, vont faire des profits à un taux spéculatif tout à fait incalculable.

De cette critique sortit une intervention sur le « Registre d'enquête » signée par le C.A. 13, et on décida de tenir un meeting d'information sitôt la fermeture de l'enquête.

## PREPARATION DE LA REUNION D'INFORMATION

Dès lors, le problème était de savoir comment nous pouvions mener la lutte de classe sur le plan particulier de cette

rénovation. La critique politique de l'ensemble du projet était pour nous évidente, mais quel était le « niveau de conscience » des habitants du quartier, et surtout quelle était leur volonté de lutte?

Il fallait donc tout d'abord prendre contact avec la population sur ce problème, et essayer de répondre aux questions qui seraient posées.

Voici le tract d'appel, 3 000 exemplaires furent déposés dans les boîtes aux lettres.

**ON LANCE UNE OPERATION PILOTE DANS LE 13<sup>e</sup>. DESTRUCTION TOTALE des trois quarts du quartier. Opération pilote, opération de prestige, d'avant-garde, de nettoyage.**

**MAIS POUR QUI ? — POUR LES ENTREPRISES PRIVEES QUI, PAR L'INTERMEDIAIRE DE L'ETAT EN PROFITENT.**

Le projet en question prévoit 50 tours de 28 étages.

Forteresses de luxe. C'est une opération rentable: le plus de logements possible sur le moins de terrain possible.

**80 % DE CES APPARTEMENTS SERONT INACCESSIBLES AUX OUVRIERS ET EMPLOYES DU QUARTIER. OU IRONT-ILS ?**

**— DANS LES BANLIEUES DORTOIRS.**

D'autre part, il y a disproportion énorme entre les logements et les crèches, écoles, constructions d'intérêt public, etc. Les profits sur les logements vont aux entreprises privées, mais les charges des équipements socio-culturels sont laissées aux contribuables dans leur majorité.

Les promoteurs sont soi-disant obligés de construire des HLM dans la proportion de 40 % des logements soumis à la loi de 1948. Mais en fait, ils ont la possibilité de passer outre en payant à l'Etat une somme dérisoire de 15 000 F par logement. Ce qui leur permettra de construire des appartements de luxe. Et finalement, il y aura un quart de ces 40 %, au grand maximum, qui seront construits en HLM.

Ces trois dernières semaines, une pseudo-enquête a été faite à la mairie pour consultation des habitants. Or, de toute manière, c'était fait dans un langage technique incompréhensible, et les horaires d'ouverture (de 10 h à 17 h, sauf le samedi) n'ont pas permis à la population active des travailleurs et des employés de se rendre compte qu'on ne leur donnait aucune possibilité de s'informer, de s'exprimer en connaissance de cause dans le cadre de leur vie quotidienne. ON NOUS MET DEVANT UN FAIT ACCOMPLI.

Nous aurons un débat public en connaissance de cause dans le cadre de leur vie quotidienne. ON NOUS MET DEVANT UN FAIT ACCOMPLI.

Des architectes de « Environnement M. 68 », connaissant le problème, pourront nous renseigner. La presse est invitée.

C. A. 13<sup>e</sup>.

## LE BARBIZON

le 26 novembre 1968

150 personnes environ participèrent à cette réunion. Surtout des personnes âgées. Peu de jeunes. Il semble que ces derniers ne restent guère attachés au quartier et que pour eux, le problème de « relogement » ne se pose pas en dehors des termes habituels: quitter la famille... Ceci est assez important.

Sans que nous intervenions spécialement, il y eut une assez bonne critique de la spéculation, du trafic Administration-promoteur privé, de la déportation... Tout le monde avait bien conscience qu'on pouvait faire quelque chose.

La question fondamentale est bien celle-ci: Comment se défendre?

## CRITIQUE DE LA PETITION ET DE LA LETTRE AU PREFET

De l'avis général, ce type d'action est tout à fait inefficace. Ceci nous permettait d'éviter d'attaquer les syndicats de locataires ou autres, donc, éviter le risque de nous mettre à dos dès le départ, une catégorie de gens uniquement pour des questions d'étiquettes.

Alors, comment envisager l'action? Il n'était pas question, bien sûr, de remplacer ces syndicats et de répondre exclusivement individuellement aux problèmes de chacun, mais bien de montrer que tout le monde se trouvait

dans le même panier et que, seule, une action collective aurait une réelle efficacité.

L'Assemblée elle-même prit conscience de cette nécessité.

Les critiques selon lesquelles il fallait « politiquement » orienter l'action vers les couches les plus défavorisées (locataires, travailleurs étrangers) furent assez mal accueillies par la salle, qui trouvait dans cette unité vague de tous ceux qui étaient présents une certaine force.

D'une part, on ne peut choisir arbitrairement « qui défendra, ceci se révélera dans l'action; de l'autre, ce n'est pas à nous de séparer, d'employer la pratique même de la bourgeoisie.

Les possibilités de résistance restent évidentes, en tout cas, faire simplement retarder les travaux serait important. Les promoteurs perdraient de l'argent et cela donnerait plus de cohésion, plus de confiance à ceux qui auraient résisté.

A la fin de la réunion, il fut décidé de sortir un tract compte rendu et de se retrouver pour une mise au point.

## RELOGEMENT INTEGRAL ITALIE 13<sup>e</sup>

Compte rendu de la réunion d'habitants du 13<sup>e</sup> qui s'est tenue au cinéma Barbizon, le mardi 26 novembre, à l'appel du C.A. 13<sup>e</sup>.

**RENOVATION: OUI - DEPORTATION: NON.**

Le nombre actuel de logements sur le quartier est de 12 286. 75 % des gens qui les habitent ont droit à un HLM: soit environ 9 000. Or, il est prévu d'en construire 2 700 sur place (chiffres officiels).

Ne nous leurrons pas! Nous ne serons pas relogés dans notre quartier. Nous sommes coincés.

● Ceux qui logent dans les hôtels: vous n'avez aucun droit.

● Locataires: votre propriétaire vous « défend ».

● Copropriétaires: vous n'êtes pas protégés contre la spéculation des constructeurs. Vous serez obligés de vendre à leur prix.

● Artisans, petits commerçants: pas de reconversion, mais déportation.

● Industrielles: zéro. Le quartier devient résidentiel.

**LA BOURGEOISIE REMPLACE LES TRAVAILLEURS.** Habiter Paris devient un privilège de classe: PARIS VOTERA BIEN.

**SPECULATION.**

L'Administration aux ordres du gouvernement laisse la « Rénovation » du quartier aux mains de quelques individus, des financiers sans considération pour notre vie quotidienne.

**SEULE LA RENTABILITE COMPTE.**

Ne présageons pas de l'avenir; si la dévaluation arrive, nos spéculateurs iront rénover le 13<sup>e</sup> de Berlin ou de Zurich...

**AUTODEFENSE.**

Il est bon de soutenir toutes les actions menées par les différentes organisations de défense du 13<sup>e</sup>.

Pourtant, un conseil: pour vos lettres à la préfecture, utilisez directement du papier hygiénique, car nous savons bien ce qu'elle en fera.

L'Assemblée du mardi 26 novembre a pris conscience que seule une action de masse des habitants du quartier peut assurer notre défense, faire reculer le pouvoir, et poser le problème d'une véritable reconstruction du quartier. Le premier pas de cette action à mener est ce tract qui, diffusé, discuté, nous permettra de nous regrouper.

Une prochaine Assemblée générale fera le bilan de cette action et des actions à prévoir. C'est de cette Assemblée générale que sortiront les formes de luttes les plus efficaces.

**LE POUVOIR N'A PEUR QUE D'UNE MANIFESTATION DE MASSE. DE LA DEMONSTRATION DE NOTRE FORCE REELLE (27 000 habitants).**

Des personnes contactées à ce meeting distribuèrent ce tract dans leurs immeubles.

## LUTTE CONTRE LA POLITIQUE GLOBALE DE LA CLASSE DOMINANTE

Le cadre de l'action dut alors être précisé, ainsi que des analyses plus approfondies sur l'urbanisme.

Pour le pouvoir, il ne s'agissait que d'un point particulier, d'une politique globale: FAIRE DE PARIS leur objet.

Des contacts furent donc pris avec ceux qui menaient déjà des actions sur le logement: les C.A. 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, sur les Halles et 15<sup>e</sup>, Plaisance. Il était important d'unifier notre action. Montrer que ce problème est global. Deux affiches furent produites en commun.

Cette généralisation de l'action est très importante. Nous demandons à tous les C.A. qui sont engagés sur ces problèmes de nous contacter.

Quelques panneaux tenus sur le marché Maisons-Blanche, nous montrèrent que la population était vraiment intéressée par ce problème.

Toutefois, les actions concrètes se posaient avec plus d'acuité et des discussions sur l'action continuèrent à l'Uni-Pop, malgré le creux de Noël.

## L'ÎLOT VANDREZANNE

Ilot pilote. Dans la mesure où c'est le secteur le plus rentable de toute la Rénovation du 13<sup>e</sup>, et que le début des travaux est prévu pour avril. Les promoteurs attendent le feu vert du préfet; celui-ci attend, en principe, le résultat de l'enquête.

Que les promoteurs commencent par Vandrezanne est facile à comprendre. En effet, l'ilot est composé de vieux immeubles et de grands cours et jardins. Ainsi construire une grande tour de 30 étages sur cet emplacement permettra des profits incalculables. Les promoteurs ont donc besoin de réussir rapidement à déloger les habitants, et ceci, si possible, sans l'aide de l'Etat, et d'une déclaration « d'utilité publique » qui, seule, permet les expulsions sans problèmes juridiques.

Les promoteurs ont donc commencé une campagne d'intimidation pour que, pris de panique, le plus grand nombre de locataires, copropriétaires, quittent d'eux-mêmes les lieux.

Notre intervention a donc directement pour but de donner à tous les informations pour qu'ils puissent se défendre, et que l'AUTODEFENSE devienne possible.

Qu'ils se défendent collectivement.

Tout en commençant à tenir des panneaux aux coins de la rue Vandrezanne; il fallait trouver grâce aux discussions que nous avions avec les habitants des propositions d'actions concrètes qui peuvent être reprises par tous.

Cela ne fut pas facile. Prenons par exemple notre mot d'ordre de RELOGEMENT INTEGRAL, comment lui donner un contenu vivant? Il faut essayer de l'explicitier.

Si l'on dit: « Il faudrait plus de HLM sur le quartier pour que tous soient relogés sur place sans augmentation de loyer. » Qu'est-ce que cela veut dire? Avons-nous à proposer une solution de rechange connue des HLM, cages à lapins qui brisent toute une partie de la vie sociale, pour arriver à ce que les gens ne soient plus liés à la société que par l'usine, le métro, le Prunicon et la télévision.

Toutefois, montrer qu'il est possible de reloger sur le quartier, n'est-ce pas aussi porter la critique du HLM et faire qu'une grande partie de la population se pose la question: « Qu'est-ce qu'une maison? Qu'est-ce qu'une ville? »

Notre rôle est donc que soient critiquées, par le plus grand nombre possible, les solutions de rechange « De la déportation au HLM ».

Il ne faut pas avoir peur du mot d'ordre « réformiste »; il n'y a pas de réformisme en soi. Tout dépend de la dynamique des luttes. Ne nous rendons pas impuissants par purisme. Un mot d'ordre n'est valable que parce qu'il est dépassable.

Actuellement, il y a déjà quelques habitants qui sont partis. La tactique d'intimidation dont nous avons parlé a consisté à offrir en général de bons prix aux commerçants, beaucoup de ceux-ci sont partis. Qu'y a-t-il de plus démoralisant qu'une rue où toutes les boutiques-bistros sont fermées? C'est déjà la mort d'une rue.

Il reste donc surtout des locataires et petits copropriétaires, ouvriers ou retraités ayant peu de moyens. Ils attendent donc que la société SPEI (promoteur) leur donne un appartement équivalent à celui qu'ils occupent. Pour le moment, certains se contentent de vagues affirmations. Mais beaucoup voient avec inquiétude l'échéance approcher. Ils sont tous encore isolés. Et c'est contre cela que nous devons d'abord lutter.

Quelques propositions d'actions se sont donc imposées pour l'ilot Vandrezanne.

Tout d'abord pour les locataires: il semble très évident que la grève des loyers doit se déclarer. La plupart paient leur terme d'avance.

A quoi bon, s'ils quittent les lieux avant avril!

Cette grève est déjà commencée pour certains.

Le plus important reste la formation de Comités de locataires, ou tout au moins, un Comité des habitants de la rue. L'occupation d'une boutique vide comme lieu de réunion du quartier et enfin l'occupation des appartements vides par des jeunes travailleurs et étudiants qui viendraient soutenir les habitants dans leur lutte.

Un tract d'appel à une réunion dans la cour d'un immeuble a été distribué pour discuter de ces propositions.

— GREVE DES LOYERS.

— FORMATION D'UN GROUPEMENT DE LOCATAIRES SUR PLACE.

— UTILISATION DES LOGEMENTS ABANDONNES PAR DES JEUNES TRAVAILLEURS ET ETUDIANTS, POUR EVITER DE LAISSER LES IMMEUBLES VIDES SUIVANTS LA DEMOLITION.

— OCCUPATION D'UNE BOUTIQUE ABANDONNEE POUR POUVOIR Y FAIRE DES REUNIONS.

## FLICS = PROMOTEURS

C'est pendant la distribution de ce tract qu'il y eut une intervention des flics. Quatre cars arrivèrent pour embarquer 3 habitants. Nous avons pu faire un peu d'agitation, 150 personnes environ s'étaient groupées autour, elles ne prirent pas directement parti, mais semblaient nettement favorables à notre action.

Nous avons donc pu intervenir sur la répression (c'était le lendemain des bagarres à la Sorbonne et au Quartier Latin), montrer qu'elles ne visaient pas seulement les étudiants, mais toute action quelle qu'elle soit. Flics = promoteurs.

Comme Vandrezanne est un petit village, toute le monde a su qu'il y avait eu une « Révolution ».

Après cela les contacts aux panneaux du dimanche matin sont devenus plus fructueux, nous commençons à être connus.

Il faut maintenant que des habitants du quartier viennent avec nous mettre ces actions en pratique.

Nous distribuons (à 200 m), un petit bulletin où nous donnons toutes les informations nécessaires pour que chacun prenne conscience qu'il peut se défendre et qu'il se défendra encore mieux collectivement. Ils se défendent.

Des informations sont également données, qu'elles pourront donner à chacun conscience qu'il n'est pas si isolé que cela et qu'il est temps de passer à l'offensive.

Une réunion est prévue, mettant en contact les habitants de Vandrezanne avec ceux du restant du 13<sup>e</sup>.

## CONCLUSION

Vandrezanne, ilot pilote dans Paris-13<sup>e</sup>, Paris-13<sup>e</sup>, ilot pilote pour Rénovation de Paris.

L'enjeu est de première importance, si l'autodéfense s'organise ici, elle sera connue et reprise partout. Le capitalisme subira un échec là où il fait encore le plus de profit, la construction et la spéculation immobilière.

Une Commission de Rénovation existe déjà entre le 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, nous demandons à tous les C.A. que cela intéresse de se joindre à cette Commission et d'amplifier notre action globale.

Une perspective reste importante: intervenir à l'exposition permanente de l'Hôtel de Ville, où se trouvent les belles maquettes du schéma directeur de PARIS et montrer une contestation radicale sur ce plan. L'action de masse est alors envisageable, et alors, PARIS ne sera PAS une ville de riches, de la culture, du pouvoir des flics.

Groupe d'Action Rénovation-13<sup>e</sup>.

# REGROUPONS-NOUS!!!



**REUNION PUBLIQUE (CINEMA BARBIZON)  
MARDI 25 FEVRIER 20H30 - COMITÉ D'ACTION XIII<sup>e</sup>**

# Les manœuvres de la recherche

Nous sommes vacataires au laboratoire Leprince-Ringuet. Etre vacataire au sens strict, c'est être employé à la tâche. Statutairement, un vacataire n'est rien : on l'embauche pour une tâche donnée qui dure au plus un mois. On peut le renvoyer du jour au lendemain et aucun contrat ne le lie à son employeur. C'est donc l'intérêt des directeurs de laboratoires de nous considérer comme des vacataires, bien que dans les faits, nous ne le soyons pas ; certains d'entre nous travaillent régulièrement au laboratoire depuis cinq ans et plus, car nous faisons un travail qui demande une formation préalable et qui ne s'accommode pas d'une fluctuation du personnel.

Donc, nous n'existons pas. Nous sommes payés sur le crédit matériel. Notre employeur peut nous renvoyer sans même user du terme licenciement. Si nous tombons malades, nous ne sommes pas payés. Comme nous sommes jeunes, nous guérissons tout seuls, et puis nous reprenons le travail : en guise de

toires équivalents (Halle aux Vins, Orsay).

Il faut replacer le conflit actuel dans le contexte du plan d'austérité pour la recherche scientifique. Les crédits, quand ils n'ont pas été amputés, sont restés identiques : c'est-à-dire qu'ils ont été effectivement restreints, si l'on considère, d'une part, la dépréciation de la monnaie, d'autre part, le léger gonflement de la masse salariale après les accords de Grenelle.

Au laboratoire Leprince-Ringuet, la direction s'est accommodée, sans réclamation, de cet état de fait. La recherche est freinée ? Que voulez-vous ? Un pays ne peut vivre au-dessus de ses moyens ! On va s'arranger tous ensemble, on va participer au lent naufrage de la recherche en France.

Personne n'est en trop pour ces basses œuvres. Même les vacataires sont conviés au Conseil de laboratoire en la personne de leurs délégués. Bien sûr, leur présence n'est que tolérée. Mais les délégués des vacataires ne

l'efficacité de chacun étaient contrôlés à l'insu des intéressés depuis six mois déjà, par un ordinateur. Chaque arrêt de six minutes était signalé par une étoile. Puisque les crédits impartis ne permettaient pas de payer tout le monde, et que d'autre part, le travail ne devait pas ralentir, Leprince-Ringuet, avec une ingéniosité toute patronale, décida de trier les éléments les plus productifs et de se débarrasser des autres. Le système des étoiles permettait de contrôler, donc d'accélérer, le rendement.

Les vacataires décidèrent de s'opposer à cette politique de « rentabilisation » du travail de recherche dont ils faisaient les frais. Le physicien responsable s'étant constamment dérobé à tout dialogue préalable, les mesures appuyées d'avertissements prenant effet dès la première semaine de février, les vacataires votèrent une grève de 12 heures à 14 heures pour le vendredi 7 février. Le 7 au matin, la direction faisait afficher une note déclarant que tout vacataire qui se mettrait en grève serait sanctionné d'un avertissement. Scandalisés par cette atteinte caractérisée au droit de grève, les vacataires ignorèrent délibérément les manœuvres d'intimidation de la direction, et débrayèrent.

Ils voulurent forcer l'entrevue avec Leprince-Ringuet, dont l'attitude, dès le premier jour et pendant toute la grève fut d'éluder, d'ignorer, de se dérober. Leprince-Ringuet refusa de recevoir les délégués des vacataires et les renvoya devant une commission paritaire. Cette commission, composée de trois physiciens et de trois délégués des vacataires, entama des négociations difficiles, et, le mercredi 12, un accord se dessinait. Le jeudi 13, Leprince-Ringuet fit savoir qu'il refusait les conclusions de la Commission paritaire et qu'il communiquerait ultérieurement sa position.

On ne peut qualifier la colère des vacataires lorsqu'ils découvrirent que les travaux de la Commission paritaire n'avaient servi qu'à les amuser et que la direction attendait en fait qu'ils se lassent de la grève. Leprince-Ringuet entendait imposer sa volonté stricte, au mépris de tous, vacataires et physiciens.

Le lundi 17 février, Leprince-Ringuet communiqua aux vacataires une prise de position en forme de diktat, recherchant délibérément la provocation. Soutenus par différents organismes syndicaux dont le SNE sup et le SNCS (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques), les vacataires entendent mener jusqu'au bout leur lutte contre la déshumanisation du travail de recherche à des fins de rentabilité.

Il est temps que l'ensemble des chercheurs prennent enfin conscience des rapports exploitant-exploité que de telles mesures renforcent dans les laboratoires. Leur qualité de chercheurs ne les préserve absolument pas de ce type de rapports. Les vacataires souhaitent que la prise de conscience des physiciens sur leur collusion effective avec la direction dictatoriale du laboratoire devance les manipulations que cette direction opère sur eux par le biais des Commissions paritaires. Comme les vacataires, les physiciens ont été bafoués et ridiculisés. Vont-ils encore se prêter longtemps à la duperie de la participation dans les Conseils de laboratoire et les Commissions paritaires ?

Jeudi matin les vacataires du labo Leprince-Ringuet ont décidé la tenue d'un meeting à la Faculté des Sciences (Halle aux Vins) pour lundi 24 à 18 h afin d'envisager les actions à mener pour s'opposer aux mesures de licenciements et d'accélération des cadences dans d'autres labos.

En grève depuis le 7 février, les vacataires du Labo Leprince-Ringuet ont besoin d'argent. Manifestez concrètement votre solidarité. Adressez vos dons à

ANNIE DEQUEKER  
C.C.P. : PARIS 18-739-29  
Pour toute correspondance, écrire au Labo Leprince-Ringuet, 17, rue Descartes, Paris (17<sup>e</sup>). Tél. : ODE. 99-17, poste 242.

## Gibert : première victoire

Au sixième jour d'occupation de leur librairie, les employés de chez Gibert-Jeune ont vu satisfaites, au cours d'une réunion à l'Inspection du Travail, leurs revendications sur les droits syndicaux : réintégration de la totalité du personnel licencié, élections de deux délégués au comité d'entreprise, extension de la convention collective des librairies à Gibert-Jeune. Cependant les conditions de travail restent inchangées, les deux gérants, véritables chiens de garde du patron, demeurent, les journées de grève ne seront pas payées. Onze grévistes sur trente étaient présents à la réunion pour décider s'ils poursuivaient ou non leur action : sept ont décidé de reprendre le travail. A la fin de cette grève il reste beaucoup de luttes à mener pour lesquelles les employés ont de nouveaux atouts : l'unité et la solidarité acquises dans la lutte, l'argent des collectes faites pendant la grève (un million qui a permis d'indemniser partiellement les grévistes et de constituer des réserves pour les luttes futures), un début d'organisation syndicale pour la défense des employés.

Etudiants qui voulez manifester votre solidarité avec les employés boycottés l'embauche à la librairie Gibert, refusez l'exploitation !

## FOURQUET : LA JUSTICE TUE

La presse et le radio, faisant de l'affaire Fourquet une fois de plus du sensationnel, ont été prisonnières cette fois de leur propre manège : le spectacle était trop gros, le public a réagi ; contre l'acte des flics, qui ont montré avec emphase le visage d'une société policière tel que le précise le Comité d'Action Santé ci-dessous, mais aussi contre l'hypocrisie de la Magistrature : plus encore que ses « erreurs », ce qui est condamné c'est son pouvoir même, en tant que gardienne de la Loi et de l'Ordre, dans la vie quotidienne. En commettant une erreur professionnelle, elle a laissé tomber son masque : il lui fallait faire appel à ses « agents » : les flics. Fourquet, « le forcené » l'a dit : l'injustice de la justice.

A Cestas, Fourquet et ses deux enfants sont morts. Les cerveaux sont maintenant débarrassés de toute incertitude ; l'action psychologique (aurait-on oublié l'origine de cette heureuse expression) vient de remporter une victoire. Pour sauver les deux enfants du « forcené » (1) la police a finalement donné l'assaut. Evénement commun, cet incident fut comme tel, mis en tête de toute information. Car la presse aujourd'hui ment deux fois : par habitude et par nécessité politique. En tout cas bel exemple de récupération mentale : enfin un fait « humain », mais aussi un haut fait militaire. Photos d'un gendarme enfilant un gilet pare-balles, à la radio, claquement en direct des armes que l'on charge, regrets de voir le half track si peu utilisé. Si la technicité policière fait participer la foule, le C.R.S. y trouve cependant son vrai rôle : infirmer et militaire, humain et bourru, mais sachant « passer à l'acte ». Entre le gouljat et l'officier le dialogue revêt ainsi une allure planétaire ; un peu plus loin veille une auto-mitrailleuse. Une telle anecdote mérite quelque réflexion :

1) Cet événement destiné à camoufler toute information politique contient cependant la vérité de la situation politique : la police est tout ce qu'il reste des institutions politiques et sociales. Perpétuellement embusqués dans chaque fourré de France, les Gardiens de la Paix constituent des objets du dehors qui induisent chez les forcenés de tout poil des impressions qui nous paraissent manifester la santé plus que la maladie.

2) Les Grandes Manœuvres de la Police girondine rappellent fort à propos que le quadrillage de la France (à défaut de l'Algérie) est parfaitement établi et que l'hygiène des esprits est désormais confiée à d'éminents spécialistes. Certains psychiatres parlent beaucoup d'hygiène mentale et de science de la relation ; ils devraient comprendre que l'Etat policier serait trop heureux d'envoyer des hommes en blanc sur des fermiers têtus. Pour sembler neutres, cette intervention-là n'en est pas moins une action psychologique comme toute autre.

3) La preuve que le forcené était bien ce qu'il fallait qu'il fut : c'est qu'il a tué à la place des flics. De quoi se plaindre ?

Comité d'Action Santé - Paris.

(1) Le qualificatif de « forcené » a été employé dans toute la presse, de « L'Aurore » à « L'Humanité ».

## LÉNINE : L'armée et les étudiants

Ce texte de Lénine publié en février 1901 dans le numéro 2 de « L'Iskra » nous semble la meilleure analyse... sur les manifestations du 13 février 1969, à Paris : de plus, il constitue une base théorique très claire sur la pratique des militants face à l'armée.

Le 11 janvier, les journaux ont publié un communiqué gouvernemental émanant du ministre de l'Instruction publique sur l'enrôlement forcé de 183 étudiants de l'université de Kiev « pour avoir de connivence fomenté des désordres ». Le Règlement provisoire du 29 juillet 1899 — cette menace suspendue sur les étudiants et la société — est appliqué moins de dix-huit mois après sa promulgation, et le gouvernement semble se hâter de justifier l'application d'une mesure de répression inouïe en présentant tout un acte d'accusation où les couleurs ne sont pas ménagées pour dépeindre les méfaits des étudiants.

Ces méfaits sont plus épouvantables les uns que les autres. Il s'est tenu l'été dernier, à Odessa, un congrès général des étudiants qui entendait organiser tous les étudiants de Russie pour susciter des protestations de toutes sortes à propos de divers événements de la vie académique, sociale et politique. Ces desseins politiques criminels ont valu à tous les étudiants délégués d'être arrêtés, leurs papiers ont été confisqués. Mais l'effervescence, loin de se calmer, ne fait que croître ; elle se fait sentir avec insistance dans beaucoup d'établissements d'enseignement supérieur. Les étudiants veulent pouvoir examiner et gérer en toute liberté et en toute indépendance leurs affaires communes. Mais l'administration, avec ce formalisme sans âme qui a de tout temps caractérisé la bureaucratie russe, répond par de mesquines vexations, pousse le mécontentement à son comble et conduit involontairement les esprits d'une jeunesse qui n'est pas encore enlisée dans la boue de la stagnation bourgeoise, à protester contre tout le système d'arbitraire policier et bureaucratique.

Les étudiants de Kiev exigent le renvoi d'un professeur qui a remplacé un collègue parti. L'administration résiste, accuse la jeunesse à des « atoulements et manifestations » et... finit par céder. Les étudiants convoquent une réunion pour examiner comment peuvent se produire des faits aussi infâmes que le viol d'une jeune fille par deux « doublures blanches » (d'après un bruit qui court). L'administration condamne les principaux « coupables » au cachot. Ils refusent de se soumettre. On les exclut de l'université. La foule les accompagne démonstrativement à la gare. Une nouvelle « assemblée » a lieu, les étudiants demeurent sur place jusqu'au soir, refusant de se séparer tant que le recteur ne sera pas venu. Le vice-gouverneur et le chef de la gendarmerie surviennent avec un détachement de soldats qui cernent l'université et pénètrent dans l'amphithéâtre — et font venir le recteur. Les étudiants exigent peut-être, pensez-vous une Constitution ? Non, ils demandent que la peine du cachot ne soit pas appliquée et qu'on réintègre les exclus. On prend les noms des assistants et on les renvoie chez eux.

Réfléchissez un peu à cette étonnante disproportion entre les modestes et inoffensives revendications des étudiants et la panique dont est saisi le gouvernement, qui agit comme si la hache était déjà portée sur les racines de son pouvoir. Rien ne trahit mieux notre « tout-puissant » gouvernement que cette panique. Mieux que toutes les « proclamations criminelles », il montre par là — à qui a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre — qu'il se sent tout à fait vacillant et qu'il n'a confiance qu'en la force des baïonnettes et du fouet pour se défendre contre l'indignation populaire. Instruit par des dizaines d'années d'expérience, le gouvernement est fermement convaincu qu'il est entouré de matières inflammables, qu'il suffit de la moindre étincelle, d'une protestation contre le cachot, pour allumer l'incendie. Or, s'il en est ainsi, il est clair que la répression doit être exemplaire : enrôlement forcé de centaines d'étudiants !

Rien d'étonnant à ce que l'envoi dans cette école de l'arbitraire et de

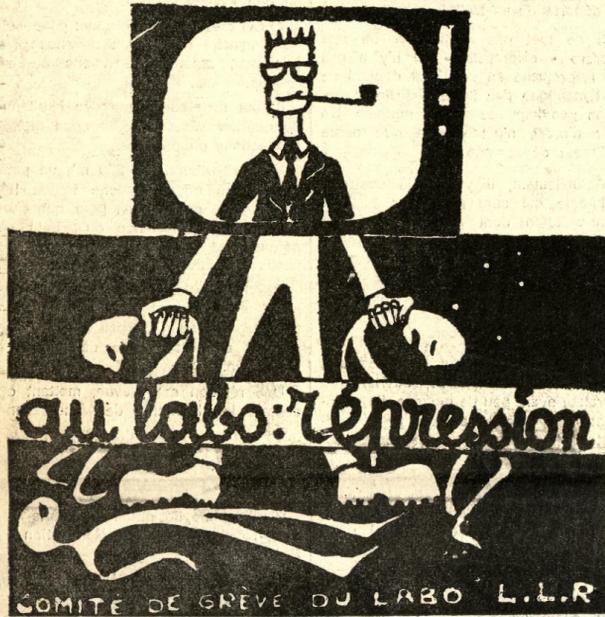
tes, élargira leur horizon, les obligera à approfondir par la pensée et par le sentiment leurs aspirations à la liberté. Ils éprouveront alors par leur propre expérience, tout leur poids de l'arbitraire et de l'oppression, quand toute leur dignité humaine dépendra du caprice d'un adjudant souvent capable de redoubler sciemment de vexations à l'égard d'un homme « qui a de l'instruction ». Ils verront ce qu'est la situation réelle des simples gens, ils souffriront de tous les outrages et de toutes les violences dont ils seront nécessairement les témoins quotidiens, et ils comprendront que les injustices et les vexations que subissent les étudiants ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan de l'oppression qui pèse sur le peuple.

Mais le caractère humiliant de cette peine nouvelle n'est pas moins révoltant que sa cruauté. Le gouvernement lance un défi à tous ceux qui ont encore conservé le sentiment de l'honneur, en faisant passer des étudiants protestant contre l'arbitraire pour de simples fauteurs de désordres, de même qu'il a présenté les ouvriers grévistes déportés comme des gens de mauvaise conduite. Jetez un coup d'œil sur le communiqué du gouvernement ; il est émaillé de mots tels que : désordre, turbulences, excès, effronterie, licence. D'une part, on parle de buts politiques criminels et de projets de protestations politiques ; d'autre part, on traite les étudiants en simples fauteurs de désordres qui ont besoin, qu'on leur apprenne la discipline. C'est un soufflet à l'opinion publique russe, dont les sympathies pour les étudiants sont parfaitement connues du gouvernement. Et, de la part des étudiants, la seule réponse vraiment digne serait de mettre à exécution la menace de leurs camarades de Kiev, c'est-à-dire de déclencher une grève générale, ferme et soutenue, des étudiants de tous les établissements d'enseignement supérieur, en exigeant l'annulation du Règlement provisoire du 29 juillet 1899.

Mais ce ne sont pas seulement les étudiants qui doivent répondre au gouvernement. Celui-ci a pris soin lui-même de transformer ce qui s'est passé en quelque chose de bien plus important qu'une simple histoire d'étudiants. Le gouvernement s'adresse à l'opinion publique comme pour se vanter de l'énergie de sa répression, comme pour rallier toutes les aspirations à la liberté. Et tous les éléments conscients de toutes les couches de la population sont tenus de répondre à ce défi, s'ils ne veulent pas être ravalés au rang d'esclaves muets, souffrant en silence toutes les humiliations. A la tête de ces éléments conscients se trouvent les ouvriers d'avant-garde et les organisations social-démocrates qui sont indissolublement liées avec eux. La classe ouvrière supporte constamment une oppression et des outrages infiniment plus grands de la part de cet arbitraire policier auquel viennent de se heurter si violemment les étudiants. La classe ouvrière a déjà engagé la lutte pour sa libération. Et elle doit se souvenir que cette grande lutte lui impose de grandes obligations ; qu'elle ne saurait se libérer du despotisme sans en libérer en même temps tout le peuple ; qu'elle est tenue, avant tout et par-dessus tout, de faire écho à toute protestation politique et de la soutenir par tous les moyens. Les meilleurs représentants de nos classes instruites ont prouvé et consacré, comme en fait foi le sang de milliers de révolutionnaires suppliciés par le gouvernement, leur capacité et leur volonté de secourir de leurs pieds la poussière de la société bourgeoise pour rejoindre les rangs des socialistes. Et il est indigne du titre de socialiste, l'ouvrier qui peut voir d'un œil indifférent le gouvernement envoyer la troupe contre la jeunesse universitaire. L'étudiant a aidé l'ouvrier ; l'ouvrier doit venir au secours de l'étudiant. Le gouvernement veut tromper le peuple quand il affirme que préparer une protestation politique, c'est tout simplement troubler l'ordre et la tranquillité. Les ouvriers doivent déclarer et expliquer publiquement aux masses que c'est un mensonge, que le véritable foyer de violence, d'excès et de débordements, c'est le gouvernement autocratique russe lui-même, l'arbitraire de la police et des fonctionnaires.

Mais il serait souhaitable, là où il existe des organisations solides et fermement assises, qu'on essaie d'organiser une protestation plus large et plus ouvertement affirmée, sous la forme d'une manifestation publique. Un excellent exemple nous est fourni par la manifestation qui eut lieu le 1<sup>er</sup> décembre de l'an dernier, à Kharkov, devant la rédaction du « Loujny Kraï ». On célébrait l'anniversaire de cet infâme journal qui persécute toute aspiration à la lumière et à la liberté et exalte toutes les atrocités de notre gouvernement. La foule qui se rassembla devant la rédaction déchira solennellement des numéros du « Loujny Kraï », les attacha à la queue des chevaux, s'en servit pour envelopper des chiens, lança contre les vitres des pierres et des boules pointues, le tout au cri de : « A bas la presse vendue ! ». Voilà bien comment méritent d'être fêtées, non seulement les rédactions des journaux vénaux, mais encore toutes nos administrations gouvernementales. Si elles ne célèbrent que rarement l'anniversaire d'une largesse des autorités, elles méritent toujours l'anniversaire d'un règlement de compte de la part du peuple. Tout acte d'arbitraire ou de violence de la part du gouvernement est un motif légitime pour une manifestation de ce genre. Que la déclaration publique du gouvernement au sujet de la répression contre les étudiants ne reste pas sans une réponse publique de la part du peuple !

## LEPRINCE-RINGUET à la télé : contestation



convalescence, nous essayons de faire un peu plus d'heures pour compenser le manque à gagner.

Notre travail consiste à dépouiller et mesurer les photos d'événements formés par la désintégration de particules dans les chambres à bulles. C'est un travail pénible pour les yeux et qui demande une attention soutenue.

### LES ORIGINES DU CONFLIT

Le conflit a commencé en mai, entre les vacataires et la direction : les vacataires ayant repris le travail en n'ayant obtenu que des promesses quant aux augmentations de salaires, la direction en a profité pour augmenter les vacataires au minimum, si bien qu'actuellement nous sommes payés dans la mesure où ils se conformeront à la politique de la direction, donc du gouvernement. Le mieux serait même qu'ils se taisent. 12 % de moins que dans les labora-

se sont pas tus. Ils ont eu l'effronterie de dénoncer le parti pris d'adhésion inconditionnelle du laboratoire à la politique gouvernementale. On leur a sèchement répondu qu'ils parlaient en irresponsables, on a levé les bras au ciel devant tant d'immatrité politique. On leur a fait savoir qu'il serait raisonnable de leur part de changer de délégués : les vacataires ont décidé en Assemblée générale de retirer leur délégation d'un Conseil de laboratoire fantoche où les décisions sont prises en dernier ressort par Leprince-Ringuet lui-même.

### LA GREVE

Les vacataires d'un service du laboratoire ont appris, en janvier, qu'ils avaient à doubler le rendement au travail, qu'ils pouvaient se considérer tous comme licenciés et que le mois de février serait probatoire : à la fin du mois on déciderait des personnes à licencier définitivement. Le rendement et

## NIMES : GRÈVE OFFENSIVE CHEZ TUDOR

Les ouvriers de TUDOR (fabrique de batteries) en avaient marre de l'exploitation dont ils sont victimes :

— Salaires très bas (500 F par mois parfois) - cadences infernales - pas d'équipement sanitaire (entraînant des cas de saturnisme : maladie de plomb) - répression patronale (l'usine n'attirait guère les chômeurs malgré les nombreuses annonces) - pas de délégués.

Ils se sont groupés dans un Comité de Base et après une intense préparation (tracts, réunions, prise de contact avec le CAL) se sont mis en grève le 28 janvier au matin. Ils réclamaient : — augmentation de 0,50 F de l'heure - 15 minutes de pause (10 avant) - équipement sanitaire - délégués.

Dès le premier jour la grève fut popularisée auprès des autres ouvriers par des équipes mixtes lycéens - ouvriers. Le second jour des tracts communs du CAL et du Comité de Base Tudor furent distribués devant les lycéens, un meeting se tint au lycée Daudet.

La CGT eut pour seule action au début de la grève de venir (la nuit !) éparpiller à l'entrée de l'usine, des tracts appelant pour le 12 février.

Elle soutint timidement la grève. Mais très vite le ton changea : le journal local du PC, « La Marseillaise », attaqua les ouvriers en lutte : l'action de ceux-ci était aventuriste car ils étaient

isolés, ils étaient isolés parce qu'ils n'étaient pas à la CGT. Des « camarades » JC furent envoyés distribuer des tracts, attaquant la grève, aux jaunes de l'usine ! Les flics les protégèrent contre la juste colère des grévistes !

Les ouvriers de TUDOR et les lycéens et étudiants révolutionnaires continuèrent de populariser la lutte en répondant aux insanités de « La Marseillaise », qui fut plus enragée que les journaux bourgeois locaux (« Midi Libre » passa en les censurant les communiqués des ouvriers grévistes) dans l'attaque anti-gréviste aventuriste.

De nombreuses collectes furent organisées, qui permirent à la grève de tenir.

Les discussions avec le patron commencèrent mal : la première entrevue fut brève, le patron ne lâchant que les 15 minutes de pause et une augmentation de salaire si les cadences augmentaient en proportion !

Finalement, les ouvriers, après une semaine de grève (ils reprirent le 5 février) obtinrent :

● + 10 centimes de l'heure ● 15 minutes de pause (10 avant) ● équipement sanitaire ● délégués.

Ainsi le combat avait payé... Le 12 février, un nouveau combat s'engageait. La C.G.T. appela à une

manifestation à 18 h. 30. La manif démarra lentement, sans mot d'ordre c'était un enterrement, mais des militants ouvriers, lycéens et étudiants se regroupèrent et furent les seuls pendant toute la manifestation à lancer des slogans « Unité à la base et dans l'action », « Les bourgeois au travail », « Unité étudiants-ouvriers-payans », « Ce n'est qu'un début... », « L'internationale ». Après une petite marche en ville, les bureaucrates locaux en arrivèrent au moment qu'ils préféraient, celui du boniment-clôture manif. Francini (bonze local) malgré sa voix enrouée parla pendant 30 minutes, rabachant les trucs habituels. Alors que de maigres applaudissements éclatèrent, les militants révolutionnaires lancèrent : « Unité à la base et dans l'action ! » Puis un autre bureaucrate vint nous lire une motion qu'on allait mettre aux voix pour la porter à la préfecture. Après la lecture de ladite motion, le bonze demanda du haut de son balcon, « à ceux qui étaient pour de lever la main ». Les militants gauchistes entonnèrent alors une « Internationale » qui évita à la motion de terminer dans la corbeille à papier préfectorale, le vote était saboté ! Ce qui n'empêche pas « La Marseillaise » de faire croire qu'elle a été adoptée, et de falsifier les mots d'ordre.

MILITANTS DES CAL, CAMédecine NIMES



FAURELUN ET MARCELAUTRE

la violence puisse être une punition et même une punition très rigoureuse, proche de la privation de droits. Le gouvernement pense, dans cette école, inculquer la discipline aux « rebelles ». Ne va-t-il pas se tromper dans ses calculs ? L'école du service militaire en Russie, ne sera-t-elle pas l'école militaire de la révolution ? Naturellement, le cycle complet de ces cours n'est pas à la mesure de tous les étudiants. Les uns succomberont sous le poids de l'épreuve ou périront à la suite de quelques conflits avec les autorités militaires, d'autres, les faibles et les débilés, seront terrorisés par la caserne ; mais celle-ci aguerriera les au-